

EXTRAIT

JANVIER 2014



INDICE NTI DE LA SÉCURITÉ DES MATIÈRES NUCLÉAIRES

Établissement d'un cadre de travail pour
le développement des assurances, de la
responsabilité et de l'action

DEUXIÈME ÉDITION



Indice établi avec

The
Economist

Intelligence
Unit

INDICE NTI 2014 DE LA SÉCURITÉ DES MATIÈRES NUCLÉAIRES

L'indice 2014 de la sécurité des matières nucléaires, établi par l'Initiative contre la menace nucléaire (Nuclear Threat Initiative, NTI), est la deuxième édition d'un projet innovant, à savoir l'évaluation publique des conditions de sécurité des matières nucléaires dans le monde entier. Établi avec l'Economist Intelligence Unit (EIU), le service de recherche et d'analyses du magazine The Economist, l'indice NTI a été créé pour (a) évaluer la sécurité des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes dans le monde entier et (b) encourager les gouvernements à prendre des mesures pour fournir des assurances concernant la sécurité des matières les plus létaux du monde. L'indice a suscité des discussions au niveau international au sujet des priorités à établir pour renforcer la sécurité.

L'indice NTI utilise la spécialisation de la NTI dans le domaine du nucléaire, l'expérience de l'EIU pour l'établissement d'indices et l'étendue du réseau mondial de l'EIU composé de centaines d'analystes et de contributeurs. La NTI, en collaboration avec un panel international de spécialistes en matière de sécurité nucléaire et d'un grand nombre de conseillers techniques, a mis au point le cadre de travail et les priorités définissant les conditions pour qu'elles soient efficaces en termes de sécurité des matières nucléaires. L'EIU était en charge du développement d'un modèle analytique et du rassemblement des données.

L'indice NTI évalue les contributions de 25 États disposant d'un kilogramme ou plus de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, en vue de l'amélioration des

conditions de sécurité des matières nucléaires dans le monde entier. Il évalue les États en fonction de cinq catégories : (a) Quantités et Sites, (b) Mesures de Contrôle et de Sécurité, (c) Normes mondiales, (d) Engagements et capacités au niveau national, et (e) Environnement des risques. 151 États supplémentaires, possédant moins d'un kilogramme ou pas du tout de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, sont évalués du point de vue des trois dernières catégories ci-dessus. L'indice NTI est présenté de trois façons :

- Le **rapport imprimé**, contenant les observations et les recommandations de la NTI, une discussion complète de la méthodologie de l'EIU, des données sélectionnées et les profils des pays
- Le site Web, **www.ntiindex.org**, qui indique les résultats principaux sous un format facilement accessible, notamment tous les résumés par pays
- Une **version téléchargeable de l'indice NTI 2014**, qui est disponible via le site Web et indique les résultats et les données de manière détaillée, et offre des fonctionnalités interactives étendues sous un format Excel

Ce projet est dirigé par Page Stoutland, Vice Président de NTI, et Samantha Pitts-Kiefer, Responsable de programme principale, Programme de sécurité des matières nucléaires.



INDICE NTI DE LA SÉCURITÉ DES MATIÈRES NUCLÉAIRES

Établissement d'un cadre de
travail pour le développement des
assurances, de la responsabilité et de
l'action

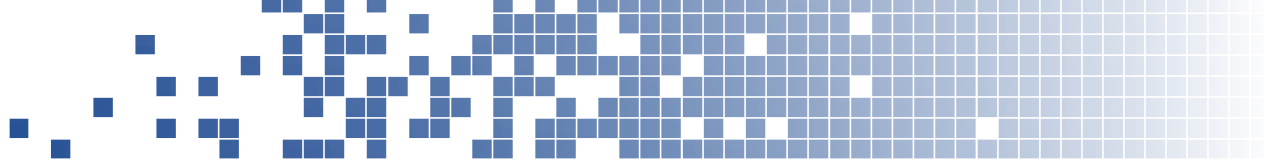
DEUXIÈME ÉDITION

JANVIER 2014



Indice établi avec





Sources des photos

Sur la page de couverture (pleine page, puis de gauche à droite) :

Drapeaux nationaux © teekid/Getty Images
Enlèvement d'uranium hautement enrichi (HEU) récemment produit, d'Ukraine, 2010 © NNSA
Sommet sur la sécurité nucléaire de 2012 © Associated Press
Pancarte signalant la radioactivité © Ralph Lee Hopkins/Getty Images
Soldats en combinaison de protection © Stocktrek Images/Getty Images
Enlèvement d'HEU en Ukraine, 2012 © NNSA

À l'intérieur :

Page 3 : Barils provenant du réacteur de recherche nucléaire, Vinca © AIEA

page 4 : Kaveh Sardari

Page 6 : Pancarte signalant la radioactivité © Photos Ralph Lee Hopkins/Getty

page 8 : © NNSA

page 14 (à gauche et au centre) : Sommet sur la sécurité nucléaire de 2010 © iStock ; Sommet sur la sécurité nucléaire de 2012 © AIEA

page 17 : Globe © Tetra Images/Getty Images

page 32 : Sommet sur la sécurité nucléaire de 2010 © Associated Press

page 35 : Kaveh Sardari

page 38 : Kaveh Sardari

page 40 : © NNSA

page 41 (de gauche à droite) : Parlement belge © Jan Kranendonk/Dreamstime.com ;

Chalk River, Ontario © Associated Press ; Sign © Yuriko Nakao/Reuters

page 48 : Drapeaux nationaux © teekid/Getty Images

page 54 : Lever du soleil © iStock

page 55 : Kaveh Sardari

Conception du rapport imprimé

Studio HDN, Alexandria, VA

Copyright © 2014 par Nuclear Threat Initiative

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, enregistrée dans un système de recouvrement de données ou transmise sous aucune forme ou par aucun moyen, électronique, mécanique, de photocopie, d'enregistrement ou autrement, sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur (copyright). Pour obtenir une autorisation, s'adresser à ntiindex@nti.org.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent en rien celles des membres du Conseil d'administration de NTI ou des institutions avec lesquelles ils sont associés. NTI assume toute responsabilité pour l'analyse et les recommandations.



PRÉFACE

De Sam Nunn, Co-Président de NTI

Lors du troisième Sommet sur la sécurité nucléaire qui se tiendra aux Pays-Bas en mars 2014, les dirigeants mondiaux pourront évaluer les progrès accomplis dans le but de réduire et de sécuriser les matières nécessaires à la fabrication d'une bombe nucléaire. Sept États supplémentaires ont éliminé toutes ou la plupart de ces matières dangereuses de leur territoire depuis le début de 2012 ; plus d'une dizaine d'autres ont pris des mesures importantes pour réduire les quantités et mieux sécuriser les matières qu'ils détiennent.

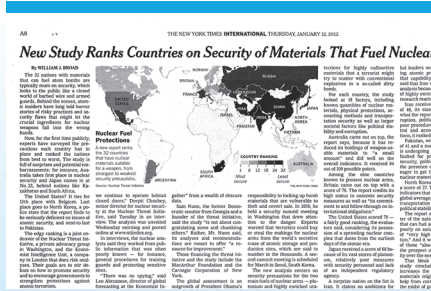
Ce progrès accompli concernant la sécurisation des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes est évalué dans cette seconde édition de l'indice de la sécurité des matières nucléaires de NTI.

La bonne nouvelle est cependant mitigée par les difficultés qui s'annoncent. Les deux derniers Sommets sur la sécurité nucléaire ont mis essentiellement en évidence la question de la sécurité des matières nucléaires, mais les mesures que les gouvernements ont prises ne sont pas suffisantes pour faire face à une menace qui a fondamentalement changé depuis l'époque de la Guerre froide.

De nos jours, près de 2 000 tonnes métriques de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes demeurent répandues dans des centaines de sites dans le monde entier,

certains étant mal protégés. Nous savons que pour obtenir les matières nécessaires à la fabrication d'une bombe, les terroristes ne se rendront pas forcément là où il y a le plus de matières mais là où les matières sont les plus vulnérables. Nous savons également que les États-nations n'ont plus le monopole des connaissances et de la capacité à fabriquer et à utiliser des bombes nucléaires, si bien que la voie menant à une bombe terroriste n'est pas difficile à imaginer.

Pendant ce temps, la communauté internationale n'est toujours pas efficacement organisée pour protéger le monde contre le terrorisme catastrophique, malgré de sérieuses inquiétudes au sujet de l'étendue de la dissémination de ces matières et le fait que des groupes tels que Al-Qaïda



L'édition inaugurale de l'Indice NTI, publiée en janvier 2012, a aidé à susciter des discussions au niveau international au sujet des priorités à établir pour renforcer la sécurité. David Hoffman, journaliste honoré par le Prix Pulitzer, a appelé ceci « une tentative très ouverte pour évaluer tous les pays avec la même échelle de référence. ... La valeur d'un tel indice réside dans le fait qu'il peut servir de système d'alarme public précoce ».

sont à la recherche d'armes de destruction massive. Face à cette menace évolutive, les dirigeants doivent se demander : Qu'est-ce qui pourrait empêcher les terroristes d'utiliser une arme nucléaire s'ils obtenaient le matériel pour en fabriquer une ? Quel est l'effet de dissuasion lorsqu'il n'existe aucune adresse de retour à l'expéditeur ?

Les points forts et les lacunes de la sécurité mondiale des matières nucléaires sont catalogués dans cette nouvelle édition de l'Indice NTI, et NTI recommande des mesures que les gouvernements devraient prendre à la fois individuellement et collectivement pour améliorer cette sécurité.

Le besoin d'actions urgentes est clair. Les menaces d'aujourd'hui sont dynamiques. Les réponses doivent l'être également.

Les mesures positives qui ont été prises jusqu'ici ont rendu le monde plus sûr. En même temps, la sécurité nucléaire mondiale n'a que la force du maillon le plus faible de la chaîne – et c'est ce qui rend impératif l'exercice par les États souverains de leur propre responsabilité dans le contexte de la coopération mondiale.

L'un des défis non résolus dans la prévention du terrorisme nucléaire est le développement d'un système mondial efficace pour la sécurisation des matières nucléaires. En l'absence d'un tel système, les États utilisent une grande variété de pratiques. Certaines sont solides, d'autres sont faibles, mais les pratiques de sécurisation globale sont inégales, et il n'existe aucun processus efficace pour évaluer la sécurité nucléaire au plan mondial, pour recommander des corrections de trajectoire ou mettre en jeu la responsabilité des États – même si un maillon faible peut nous mettre tous en danger.

Ce manque troublant de système efficace concernant les normes et les pratiques de sécurité applicables aux matières les plus dangereuses du monde contraste au plus haut point avec les normes strictes mises en place dans d'autres domaines d'activité à haut risque au plan mondial tels que l'aviation, où la sûreté et la sécurité du public sont en cause. Pour protéger la sûreté et la sécurité de leurs ressortissants, les États peuvent interdire aux compagnies aériennes le droit d'atterrir si elles ne se conforment pas aux normes internationales de l'aviation et aux bonnes pratiques recommandées. Cependant, dans le domaine des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, où une sécurité médiocre peut conduire à une catastrophe nucléaire ayant des conséquences mondiales, il n'existe aucun système commun de normes, d'assurances ou de responsabilité.

Le monde doit mettre au point un système de sécurisation des matières nucléaires qui s'appliquera à toutes les matières, utilisera les normes internationales et les bonnes pratiques, et qui réduira les risques en diminuant les stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes ainsi que le nombre de lieux où l'on peut trouver ces derniers. Le système doit également encourager et aider les États à se fournir

La sécurité nucléaire mondiale n'a que la force du maillon le plus faible de la chaîne – et c'est ce qui rend impératif l'exercice par les États souverains de leur propre responsabilité dans le contexte de la coopération mondiale.

des assurances mutuelles, comme des invitations à se faire examiner examens par les pairs en utilisant les services de spécialistes indépendants, afin de démontrer qu'un système de sécurité efficace est en place.

Comme les États-Unis et la Russie l'ont compris depuis plus de 20 ans (depuis que le Programme Coopératif pour la Réduction de Menaces (CTR) a été mis au point après le démembrement de l'Union Soviétique), la sécurisation et l'élimination des matières de destruction massive exigent de la coopération. C'est une situation gagnante de tous les de vue pour la sécurité de toutes les nations.

Alors que les gouvernements s'efforcent de protéger le monde de ceux qui cherchent à infliger des souffrances et un chaos inimaginables, nous espérons que l'Indice NTI 2014 sera une ressource utile. À la suite de la publication de la première édition en 2012, nous avons cherché à recevoir des commentaires venant de divers pays confirmant ce que nous avons correctement indiqué et suggérant des améliorations possibles. Nous avons pris ces commentaires au sérieux et avons effectué des changements à l'édition de cette année. Nous espérons recevoir encore une fois vos commentaires. Il est recommandé d'envisager cet Indice comme un outil permettant d'effectuer des améliorations et non comme une carte de scores parfaite.

Le Sommet des Pays-Bas offrira aux dirigeants une occasion excellente de repenser à ces difficultés avec un œil neuf et à présenter des conseils critiques pouvant conduire à des améliorations importantes pour la sécurisation des matières dangereuses. Nous sommes optimistes et pensons que cela

est réalisable. Nous ne devons pas permettre à l'inertie ou l'ampleur des difficultés de nous empêcher d'avancer. Les événements en Syrie démontrent vivement les menaces posées par les armes de destruction massive et l'importance de la coopération entre les nations afin de minimiser la menace.

Si le monde désire sincèrement empêcher le terrorisme nucléaire, il doit également sincèrement financer l'Agence internationale de l'énergie atomique et lui donner les pouvoirs d'accomplir sa tâche – ou bien les dirigeants doivent trouver d'autres méthodes efficaces pour combler les lacunes de la sécurité mondiale.

C'est le devoir des gouvernements de réduire les risques posant une menace pour l'humanité et l'univers divin. Les citoyens doivent l'exiger et les dirigeants doivent répondre à cet appel.

Le lendemain d'une catastrophe nucléaire, les citoyens ainsi que les dirigeants se poseraient la question de savoir comment la catastrophe aurait pu être évitée. Je continue à
moi n'agissons-nous pas maintenant ?



Sam Nunn
Co-Président et Directeur général
Nuclear Threat Initiative (NTI)



RÉSUMÉ OPÉRATIONNEL

« Plus d'une centaine d'incidents de vols et autres activités non autorisées mettant en jeu des matières nucléaires et radioactives sont signalés tous les ans [à l'AIEA]. »

— Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Lorsque M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) fit cette déclaration effrayante en juillet 2013, il soulignait l'une des plus importantes difficultés affrontées par les gouvernements aujourd'hui : la sécurisation des matières pouvant être utilisées pour la fabrication d'une bombe nucléaire afin de les protéger de ceux qui recherchent des armes de destruction massive.

Aujourd'hui, près de 2 000 tonnes métriques de matières utilisables pour la fabrication d'armes (uranium hautement enrichi, plutonium séparé et plutonium contenu dans du combustible à oxydes mixtes) sont entreposées sur des centaines de sites disséminés dans le monde entier ; certaines de ces matières sont mal sécurisées et sont vulnérables au vol ou à la vente sur le marché noir. Associez ces faits à celui que les organisations terroristes ont clairement énoncé leur souhait d'utiliser des armes nucléaires et la situation devient très dangereuse. Il ne faut pas beaucoup de matières pour fabriquer une arme nucléaire – assez d'uranium hautement enrichi pour remplir un sac de sucre de deux kilos ou une quantité de plutonium grosse comme un pamplemousse. Le résultat d'une explosion

nucléaire déclenchée par des terroristes ou un État voyou serait catastrophique – avec de graves conséquences pouvant s'étendre à travers le monde et toucher les économies, le commerce, les forces militaires, la santé publique, l'environnement, les libertés civiles et la stabilité des gouvernements.

Des solutions sont en cours de discussion au niveau des chefs d'État via une série de Sommets bisannuels sur la sécurité nucléaire. À la veille du Sommet 2014 sur la sécurité nucléaire qui se tiendra aux Pays-Bas, les chefs d'État mondiaux peuvent revendiquer des progrès significatifs importants pour contrer la menace. Depuis le début de 2012, sept États ont éliminé de leur territoire toutes ou la plupart des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, ce qui abaisse le nombre d'États disposant d'un kilogramme ou plus de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes à 25, soit une réduction impressionnante de 22 pour cent.¹

¹ Le seuil d'un kilogramme a été choisi en tenant compte du Bulletin d'information de l'AIEA, INFCIRC 225, Rév. 5, qui indique que les quantités supérieures à un kilogramme d'uranium hautement enrichi devraient s'accompagner de niveaux de protection plus élevés.

Ce progrès est saisi dans l'Indice NTI 2014 de la sécurité des matières nucléaires (Indice NTI), soit la deuxième édition d'un projet innovant, à savoir l'évaluation publique des conditions de sécurité des matières nucléaires dans le monde entier.

L'Indice NTI révèle des développements positifs dans un bon nombre de pays, reflétant des scores améliorés dans les domaines suivants : (a) la réduction de la quantité des matières ; (b) le renforcement physique des mesures de protection ; et (c) l'adoption de nouvelles lois nationales destinées à mieux sécuriser les matières dans les établissements et pendant leur transport, moment où les matières sont les plus vulnérables au vol. Il s'agit de mesures robustes qui vont dans la bonne voie, mais le troisième Sommet aux Pays-Bas devrait faire plus qu'accroître les progrès déjà réalisés.

Un travail important reste encore à réaliser. Malgré les progrès réalisés depuis 2012, il n'existe toujours pas de système mondial efficace pour sécuriser les matières nucléaires. Par exemple, il n'y a pas de normes internationales ni de pratiques communes pour assurer la sécurité des matières nucléaires, aucun organisme réglementaire disposant du mandat et des ressources nécessaires pour assurer une surveillance adéquate, et aucun mécanisme pour tenir les États responsables en cas de procédures de sécurité laxistes. Il est important de noter que l'AIEA, qui joue un rôle crucial par ses programmes de « garanties » permettant de vérifier que les matières nucléaires ne sont pas détournées de leur but à usage pacifique vers des applications aux armes nucléaires, est limitée à la fois par le champ d'application de son mandat et par la taille de son budget.

En l'absence de système mondial efficace, les méthodes de sécurisation nucléaire varient grandement d'un État à l'autre, créant de ce fait des maillons dangereusement faibles dans un monde où les terroristes recherchent les voies les plus faciles pour obtenir des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes. Voici deux exemples de différentes méthodes :

- La plupart des États disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes exigent des installations qu'elles soient dotées sur place de leurs propres gardes armés pour les protéger contre d'éventuelles attaques, mais dans d'autres États, il faudrait appeler la police locale ou des unités militaires en cas d'attaque, puis attendre et garder espoir.
- Certains pays exigent que les opérateurs des installations contenant des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes tiennent compte du risque de menaces d'origine interne lors de la conception de leurs systèmes de sécurité. D'autres non.

À PROPOS DE L'INDICE NTI

L'Indice NTI 2014 de la sécurité des matières nucléaires est la deuxième édition d'un projet innovant, à savoir l'évaluation publique des conditions de sécurité des matières nucléaires dans le monde entier. Élaboré à partir de données robustes, l'Indice NTI sert de cadre pour l'établissement des priorités concernant la sécurité des matières nucléaires et il met en évidence ce que tous les pays peuvent accomplir pour continuellement améliorer la sécurité.

Pour élaborer l'Indice NTI, NTI et l'Economist Intelligence Unit ont collaboré avec un panel de spécialistes internationaux et d'autres conseillers techniques pour le développement d'un cadre de travail élargi pour la sécurité des matières nucléaires. (Le rôle et les membres du Panel de spécialistes sont traités en détail dans l'annexe.) En utilisant des informations disponibles au public, l'Indice NTI évalue deux sortes d'États, ceux disposant d'un kilogramme ou plus de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes et ceux disposant de moins d'un kilogramme ou qui sont dépourvus de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, à l'aide d'une gamme d'indicateurs pour évaluer des conditions et des pratiques de sécurité applicables aux matières nucléaires d'un État. Les pays ne disposant pas de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes sont inclus dans l'Indice NTI car eux aussi ont des responsabilités, celles de ne pas devenir des refuges, ou des points de rassemblement ou de transit pour des activités nucléaires illicites.

L'Indice NTI traite seulement des mesures associées au vol possible de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes lorsque celles-ci sont en cours d'utilisation, entreposées ou transportées. Pour les besoins de l'Indice NTI, l'expression « matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes » comprend l'uranium hautement enrichi (HEU), le plutonium séparé et le plutonium contenu dans du combustible à oxydes mixtes récemment préparé. L'Indice NTI n'évalue pas la sécurité de l'uranium faiblement enrichi ni celle des matières radiologiques nécessaires pour fabriquer une « bombe sale », la menace de sabotage d'installations nucléaires, les risques de prolifération ou le désarmement. Tous ces domaines sont critiques et doivent être abordés par les gouvernements.

REMARQUES : NTI reconnaît que certains États peuvent disposer de quantités de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes de l'ordre mesurable en grammes disséminées en de multiples emplacements et qui, ajoutées les unes aux autres, peuvent totaliser plus d'un kilogramme. Pour les besoins de l'Indice NTI et de pouvoir se fier aux informations disponibles au public, ces États sont regroupés avec les États ne disposant pas de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes.



Résumé opérationnel



Depuis le début de 2012, sept pays ont éliminé de leur territoire toutes ou la plus grande partie de leurs matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes. Plus d'une dizaine d'autres ont pris d'importantes mesures pour réduire les quantités et mieux sécuriser les matières qu'ils détiennent. Des opérations de nettoyage ayant eu lieu en Hongrie, au Viêt Nam et en République Tchèque sont illustrées ci-dessus.

Bien que plusieurs éléments importants pour guider les États en ce qui concerne leurs pratiques de sécurité nucléaire existent, ces éléments sont loin de satisfaire aux besoins. En particulier, l'accord juridique international pour la sécurisation des matières nucléaires (la Convention sur la Protection physique des matières nucléaires [Convention on the Physical Protection of Nuclear Material, CPPNM] et son amendement de 2005)² ne définit ni les normes ni les bonnes pratiques. Il en est de même en ce qui concerne les directives relatives à la sécurité des matières nucléaires émises par l'Agence internationale de l'énergie atomique³. La notion de norme sous-entend des obligations, mais la plupart des États considèrent les directives de l'AIEA comme de simples suggestions, et non comme des obligations. En outre, les accords juridiques et les directives ne s'appliquent qu'à seulement 15 pour cent des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes : celles qui sont utilisées dans les programmes civils. Les 85 pour cent de matières restantes sont classées dans les catégories militaires ou non civiles et ne font même pas l'objet de ces pratiques limitées.

Ce manque troublant de système mondial efficace pour la sécurité des matières nucléaires – dans lequel les États prendraient des mesures pour rassurer et inspirer de la confiance dans la sécurité de leurs matières et qui rendrait les

États mutuellement responsables de leurs actions – contraste fortement aux autres actions à risque élevé de niveau mondial. Dans l'aviation, les États établissent des normes de sûreté et de sécurité par l'intermédiaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui s'assure ensuite par des audits que les États mettent ces normes en application et qui partage les problèmes de sécurité avec les États-membres. Si les compagnies aériennes ne sont pas en conformité avec les normes de l'aviation civile, les États peuvent agir dans l'intérêt de la sécurité et de la sûreté de leurs ressortissants en interdisant à ces compagnies d'atterrir sur leurs aéroports. Compte tenu des conséquences dévastatrices sur le plan mondial que causerait une catastrophe nucléaire, les États devraient adopter une attitude de coopération semblable et un système strict pour la sécurité des matières nucléaires.

Le monde a besoin d'un système de sécurisation des matières nucléaires qui s'appliquera à toutes les matières, utilisera les normes internationales et les bonnes pratiques, et qui réduira les risques en diminuant les stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes ainsi que le nombre de lieux où l'on peut trouver ces derniers. Le système doit également encourager et aider les États à se fournir des assurances mutuelles, comme l'invitation à se faire examiner par les pairs en utilisant les services de spécialistes indépendants, afin de démontrer qu'un système de sécurité efficace est en place.

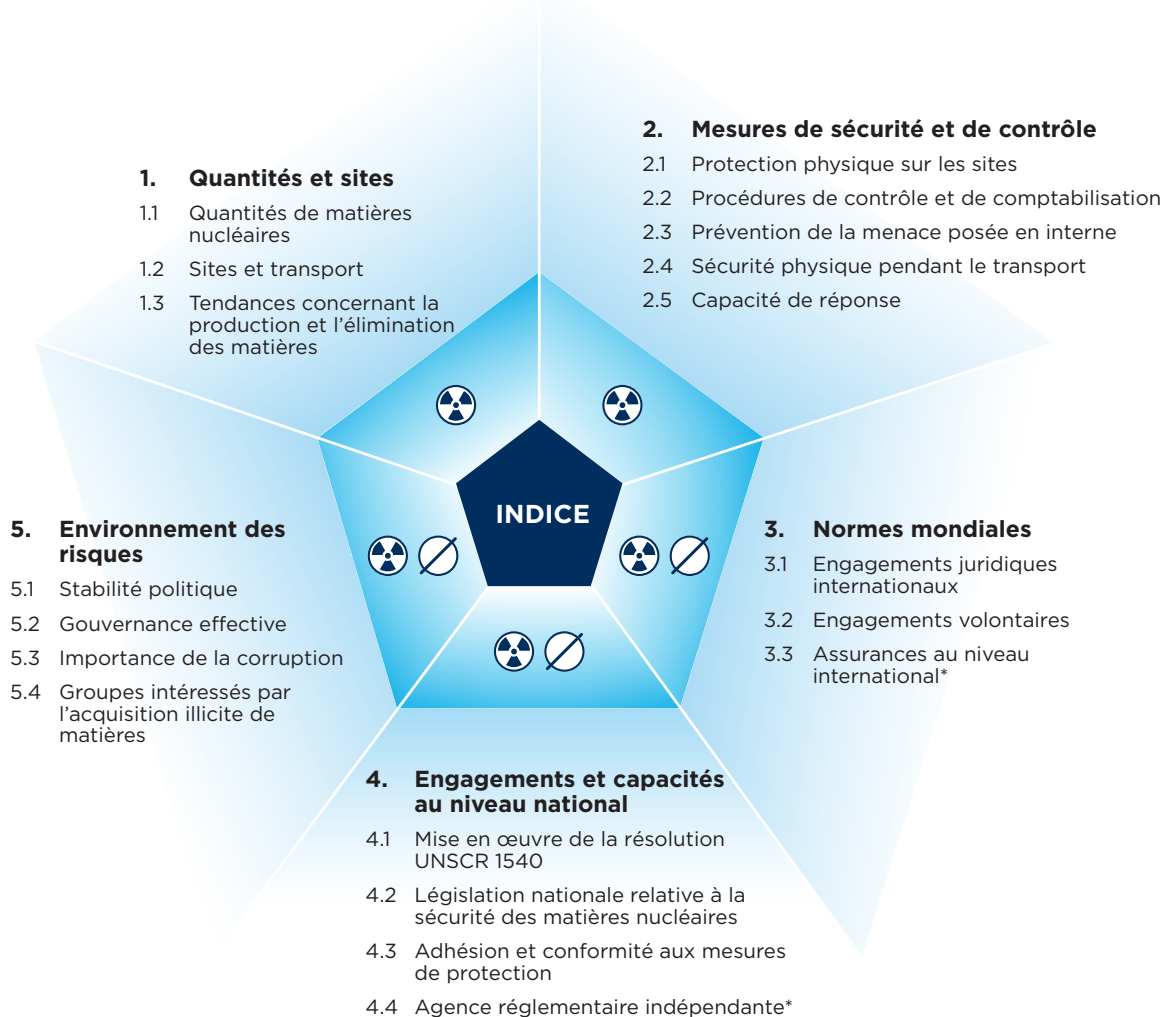
Les dirigeants devraient saisir l'occasion du Sommet 2014 sur la sécurité nucléaire qui se tiendra aux Pays-Bas pour collaborer en vue d'atteindre un consensus sur les principes fondamentaux d'un système de sécurité nucléaire mondial.

Outre le suivi de l'avancement relatif aux conditions de sécurité des matières nucléaires, l'Indice NTI 2014 offre à la fois des recommandations spécifiques à chaque pays et des mesures que les gouvernements devraient prendre pour établir un système réellement mondial de sécurisation de toutes les matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes.

² La CPPNM exige que les États utilisent des mesures assurant la protection physique des matières nucléaires lorsqu'elles sont en cours de transit international. L'amendement de 2005 à la CPPNM étend significativement le champ d'application de la convention et inclut les matières en cours d'utilisation, en stock et en transit domestique et international. Comme il n'y a pas encore suffisamment de parties à la CPPNM qui sont devenues parties à l'amendement de 2005, ce dernier n'est pas encore entré en vigueur.



³ En outre, la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations unies (UNSCR 1540), oblige les États à maintenir des « mesures efficaces et appropriées » pour comptabiliser, sécuriser et assurer la protection physique des armes nucléaires et des matières associées. Cependant, elle ne contient pas de dispositions spécifiques servant de guide ni de normes ou de pratiques décrivant en détail la manière dont les États doivent exécuter ces obligations.

COMMENT L'INDICE NTI ÉVALUE LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ NUCLÉAIRES



L'Indice NTI évalue les pays disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes en fonction de cinq catégories. Les pays sans matières nucléaires ont été évalués sur trois catégories.

LÉGENDE

-  Pays disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes
-  Pays ne disposant pas de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes

* Cet indicateur ne s'applique pas aux pays sans matières nucléaires.

Remarque : pour tous renseignements concernant les sources des données utilisées pour le calcul des scores, consulter la méthodologie de l'EIU dans l'annexe.



LA GRANDE MAJORITÉ DES MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES SONT EN DEHORS DU CHAMP D'APPLICATION DES MÉCANISMES INTERNATIONAUX RELATIFS À LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Environ 85 pour cent des stocks mondiaux de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes sont en dehors des programmes civils.

Ces matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes comprennent la plus grande partie de l'uranium hautement enrichi et environ la moitié de la quantité totale du plutonium séparé du monde et elles se trouvent dans neuf des pays disposant de l'arme nucléaire. Comme les matières sont classées à usage militaire ou non civil, elles ne sont soumises ni aux directives de l'Agence internationale de l'énergie atomique ni à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement de 2005, qui ne s'appliquent qu'aux matières à usage civil. Pour que le monde puisse avoir confiance en la sécurité de telles matières, celles-ci doivent faire l'objet d'échanges de bonnes pratiques, du partage de l'information, de l'examen par les pairs ou d'autres mécanismes volontaires.

Un système de sécurité nucléaire au niveau mondial vraiment inclusif comprendrait toutes les matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes et non pas seulement les 15 pour cent de celles utilisées dans les programmes civils.

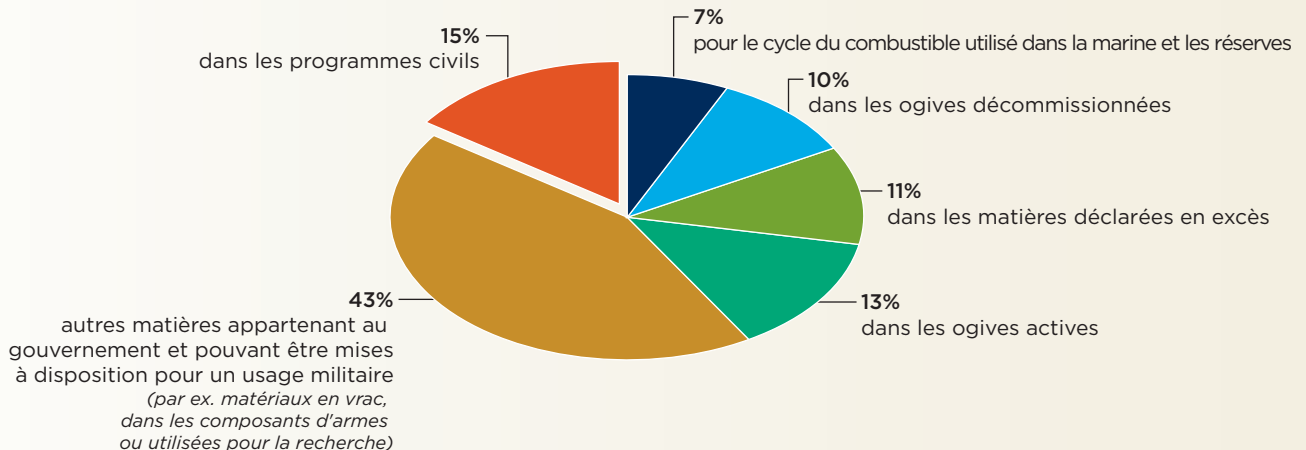
Que sont les matières à usage militaire ou non civil ?

Les matières appartenant à la catégorie militaire ou non civile sont diverses et peuvent être trouvées sous différentes formes, dans de différents établissements et être destinées à différents usages. Elles se trouvent pour la plupart aux États-Unis et en Russie.

Nombreux sont ceux qui pensent que les matières militaires et autres non civiles sont sous protection militaire et ces personnes présument que de telles matières sont mieux protégées que celles des programmes civils. Toutefois, cette hypothèse n'est pas nécessairement vérifiée. Aux États-Unis par exemple, certaines de ces matières sont sous la garde du Département fédéral de l'Énergie et sont protégées par des entrepreneurs civils spécialistes de la sécurité. Même les matières sous contrôle militaire ne sont pas parfaitement sécurisées et les mesures de protections pourraient bien être améliorées.

Certains incidents – comme le grave manquement à la sécurité au lieu de stockage d'UHE au complexe Y-12 de la sécurité nationale à Oak Ridge (Tennessee, USA) et la le licenciement du commandant adjoint du Commandement stratégique des États-Unis, qui supervise toutes les armes nucléaires américaines, pour cause d'allégations liées au jeu et mettant en cause sa fiabilité – suggèrent qu'il est dangereux et inadéquat de prendre pour acquise la sécurité de ces matières. Les menaces internes et externes sont réelles à l'égard de ces stocks de matières.

MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES DANS LE MONDE ENTIER



En 2011, le volume total des stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes a été évalué à 1 440 tonnes métriques d'UHE et 495 tonnes métriques de plutonium séparé (Commission internationale sur les matières fissibles [International Panel on Fissile Materials, IPFM]). Sur ces quantités, on estimait que 1 400 tonnes d'UHE et 240 tonnes de plutonium se trouvaient en dehors des programmes civils. La marge d'incertitude concernant la quantité totale des matières est estimée à ± 140 tonnes métriques.

Le processus des Sommets

Les Sommets de 2010 et de 2012 sur la sécurité nucléaire ont réaffirmé « la responsabilité fondamentale des États ... pour le maintien efficace de la sécurité de toutes les matières nucléaires, ce qui comprend les matières nucléaires utilisées pour les armes nucléaires et les installations nucléaires sous leur contrôle ». Le présent rapport que constitue l'Indice NTI recommande que les dirigeants présents au Sommet de 2014 calquent leurs actes sur cette déclaration et commencent à explorer les mécanismes qui pourraient inspirer une plus grande confiance sur le sujet de la sécurité des matières à usage militaire ou non civil. Il existe nettement un besoin de protection des informations sensibles concernant ces matières. Les États-Unis et la Russie ont mis au point des modèles importants mais limités au sujet des assurances, qui pourraient servir de modèles aux autres États disposant de l'arme nucléaire et donner confiance en la sécurité de leurs matières à usage militaire ou autre non civil.

Comment l'Indice NTI comptabilise ces matières

L'Indice NTI inclut toutes les matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes et ne fait pas de distinction entre les 85 pour cent à usage militaire ou autre non civil et les 15 pour cent à usage civil. Cependant, l'Economist Intelligence Unit (EIU) emploie différentes mesures, intermédiaires ou hypothèses pour l'évaluation de la sécurité des matières à usage militaire ou non civil en raison du manque d'informations publiques au sujet de cette catégorie. Pour plus d'informations sur ces hypothèses, consultez l'annexe sur la méthodologie de l'EIU.

Références : International Panel on Fissile Materials, *Global Fissile Material Report 2011: Nuclear Weapon and Fissile Material Stockpiles and Production*, 6th ed. (Princeton, NJ : IPFM, 2012), 2-3; *Global Fissile Material Report 2013: Increasing Transparency of Nuclear Warhead and Fissile Material Stocks as a Step toward Disarmament*, 7th ed. (Princeton, NJ : IPFM), 2013, 2-3, 8-18.

OBSERVATIONS

Principales tendances

Les États enregistrent des progrès pour la sécurisation des matières et le renforcement de la sécurité au plan mondial.

Depuis le début de 2012, sept États – l'Autriche, la République Tchèque, la Hongrie, le Mexique, la Suède, l'Ukraine et le Viêt Nam – ont éliminé toutes ou la plupart de leurs matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, selon l'Agence pour la sécurité nucléaire nationale [National Nuclear Security Administration (NNSA)] des États-Unis. En outre, 13 autres États ont diminué leurs quantités de matières au cours des quatre dernières années évaluées par l'Indice NTI ; six États ont renforcé leurs mesures de protection physique et leur capacité d'atténuation de la menace interne (c'est-à-dire le risque que du personnel ayant un accès autorisé aux matières puissent accomplir des actes de vol et potentiellement aider des terroristes ou criminels) ; trois États ont actualisé leur réglementation applicable au transport des matières ; sept États ont signé ou ratifié des accords juridiques internationaux fondamentaux ; et quatre États se sont engagés volontairement à soutenir les efforts internationaux pour améliorer la sécurité.

Les Sommets sur la sécurité nucléaire ont un impact. Aux Sommets de 2010 et 2012, de nombreux États disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes se sont engagés à diminuer leurs quantités, à ratifier les traités pertinents ou à prendre d'autres mesures. Douze améliorations spécifiques du score dans huit États, relevées par l'Indice NTI, sont un résultat direct de ces engagements pris lors de ces Sommets.

Les stocks mondiaux de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes ont diminué globalement, mais certains États continuent à augmenter leurs stocks. Malgré la réduction des matières nucléaires dans 13 États, 4 ont augmenté leurs stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes pendant les quatre dernières années évaluées par l'Indice NTI. Le Japon et le Royaume-Uni ont augmenté leurs quantités dans les secteurs civils ; l'Inde et le Pakistan ont augmenté leurs quantités tant pour des objectifs civils que militaires. La Corée du Nord a également pris de nouvelles mesures nécessaires à la production de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, ce qui pourrait faire augmenter ses quantités dans les éditions futures de l'Indice NTI.

Huit États ont amélioré leur protection physique, leur contrôle et leurs mesures de comptabilisation, notamment par des réglementations sur la protection physique sur les sites, les procédures de contrôle et de comptabilisation, la prévention des menaces internes et la sécurité physique pendant le transport lorsque les matières sont les plus vulnérables.



Les États dépourvus de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes ou ne disposant que d'une quantité inférieure à un kilogramme soutiennent les normes mondiales et l'application des engagements internationaux.

Par exemple, 22 États supplémentaires parmi eux ont signé des accords juridiques internationaux relatifs à la sécurité nucléaire depuis que les recherches effectuées pour l'Indice NTI 2012 ont pris fin en septembre 2011 et 18 États ont pris de nouveaux engagements volontaires, notamment celui d'ouvrir des Centres d'excellence ou des Centres de soutien et de formation en sécurité nucléaire, qui offrent une formation en sécurité nucléaire.

Points importants

L'Australie se place de nouveau au premier rang parmi 25 États disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, avec de bons scores dans l'ensemble des cinq catégories et démontrant que tous les États peuvent faire davantage pour s'améliorer. L'Australie a augmenté son score depuis 2012 en réduisant ses quantités de matières et en ratifiant un accord juridique international fondamental qui engage les États à criminaliser les actes de terrorisme nucléaire et qui met en valeur le partage d'informations et la coopération entre les États en ce qui concerne les enquêtes et les extraditions (Convention internationale pour la suppression des actes de terrorisme nucléaire [International Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism, ICSANT]).

La Belgique, le Canada et le Japon sont les États qui se sont le plus améliorés. La Belgique a adopté une nouvelle loi sur la sécurité nucléaire, a signé un accord juridique international et a commencé à diminuer ses matières nucléaires à la suite de sa décision d'éliminer progressivement sa production d'énergie nucléaire. Le Canada a intégré dans sa réglementation nationale les nouvelles directives de l'AIEA concernant le transport de matières nucléaires et a ratifié deux accords juridiques internationaux. Après la catastrophe de Fukushima, le Japon a pris d'importantes mesures traitant de la sûreté et de la sécurité. Le plus important est que le pays a établi une nouvelle agence réglementaire indépendante ayant pour mission de traiter des questions de sûreté et de sécurité nucléaires, et a amélioré les mesures destinées à diminuer la menace interne.

Parmi les États possédant l'arme nucléaire, le Pakistan s'est beaucoup amélioré grâce à une série de mesures d'actualisation de la réglementation relative à la sécurité nucléaire et d'application des bonnes pratiques, n'obtenant néanmoins que la 22^e place au classement global. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont obtenu des scores qui les placent en tête des pays possédant l'arme nucléaire, la France se trouvant à égalité avec les Pays-Bas à la 7^e place et le Royaume-Uni et les États-Unis se trouvant à égalité à la 11^e place.

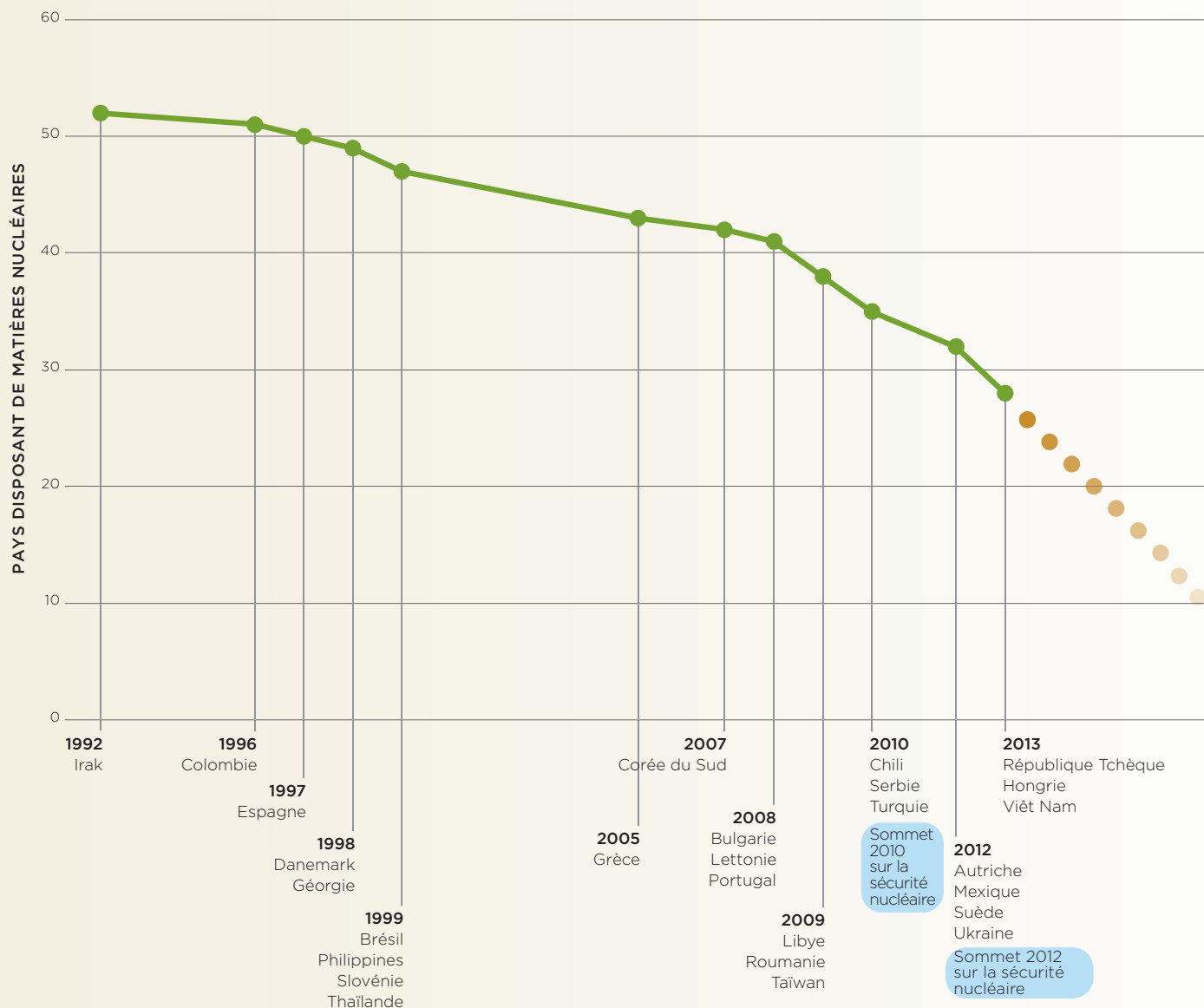
SEPT ÉTATS ONT ENLEVÉ LES MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES

Depuis la publication de l'Indice NTI de 2012, sept États – l'Autriche, la République Tchèque, la Hongrie, le Mexique, la Suède, l'Ukraine et le Viêt Nam – ont enlevé tous ou la plupart de leurs stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, selon l'Agence pour la sécurité nucléaire nationale [National Nuclear Security Administration (NNSA)] des États-Unis. Ce faisant, ils ont pris la mesure la plus importante qu'un État puisse prendre pour assurer que les terroristes ne puissent pas avoir accès aux matières nécessaires pour fabriquer une bombe nucléaire. Par conséquent, les États disposant d'un kilogramme ou plus de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes sont désormais au nombre de 25, en baisse par rapport aux 32 existant au moment où l'Indice NTI 2012 a été publié.

En outre, l'Indice NTI de 2014 montre que 13 États toujours en possession d'un kilogramme ou plus de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes ont diminué leurs stocks au cours des quatre dernières années évaluées par l'Indice NTI. Trois d'entre eux sont des États détenteurs de l'arme nucléaire : la France, la Russie et les États-Unis. L'Italie s'est également engagée à éliminer de son territoire toutes les matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes à la date du Sommet 2014 sur la sécurité nucléaire au plus tard, mais au moment de l'achèvement du recueil des données pour l'Indice NTI de 2014, le 1^{er} novembre 2013, ceci n'était pas encore fait.

Ces déroulements positifs font partie d'une fresque historique plus large qui remonte à plus de vingt ans. Depuis 1992, 26 États au total plus Taïwan ont éliminé tous ou la plupart de leurs stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes. Comme indiqué ci-dessus, un plus grand nombre d'États ont réduit leurs stocks. Plusieurs projets passés et en cours ont aidé et continuent à aider les États à réduire ou à éliminer ces matières de leur territoire. Ces projets comprennent une ou plusieurs des activités suivantes : conversion des réacteurs de recherche utilisant de l'UHE en réacteurs utilisant de l'uranium faiblement enrichi (UFE), fermeture des réacteurs de recherche alimentés en combustible UHE, « réduction de teneur » (ou transformation) de l'UHE en UFE, enlèvement des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes ou usage minimisé de l'UHE pour les besoins civils. Les matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes qui sont éliminés des États sont envoyés aux États-Unis ou en Russie.

CHRONOLOGIE DE L'ÉLIMINATION DES MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES DANS PAR PAYS



Les tentatives d'élimination de toutes les matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes ont commencé en 1992, lorsque la Commission spéciale des Nations Unies a enlevé d'Irak tout l'HEU après la Guerre du Golfe.

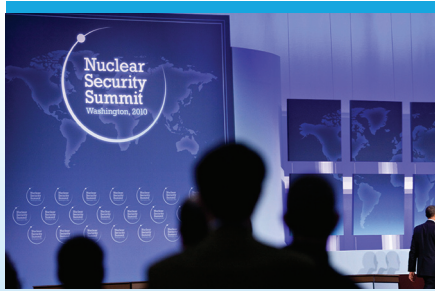
Les progrès récents résultent pour la plupart du fort niveau d'attention à la sécurité nucléaire que les Sommets sur la sécurité nucléaire ont suscité. Les développements scientifiques et technologiques réalisés depuis de nombreuses années ont également rendu ces choix disponibles à un plus grand nombre d'États.

Le graphique ci-dessus illustre la manière dont le nombre d'États disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes a diminué.

RÉFÉRENCES : *Global Fissile Material Report 2013*; Michelle Cann, Kelsey Davenport, and Margaret Balza, *The Nuclear Security Summit: Assessment of National Commitments* (Washington, DC: Arms Control Association and Partnership for Global Security, March 2012); *Global Fissile Material Report 2011*; International Panel on Fissile Materials, *Global Fissile Material Report 2010: Balancing the Books—Production and Stocks*, 5th ed. (Princeton, NJ : IPFM, 2010); Robert Golan-Viella, Michelle Marchesano, and Sarah Williams, *The 2010 Nuclear Security Summit: A Status Update*, (Washington, DC: Arms Control Association, April 2011); National Nuclear Security Administration press releases (assorti).



Résumé opérationnel



Les Sommets sur la sécurité nucléaire ont réuni un nombre record de chefs d'État à Washington, DC (2010) et à Séoul (2012). Le troisième Sommet se réunira aux Pays-Bas en 2014. Ces événements ont entraîné des actions importantes pour améliorer la sécurité et rehausser le niveau de coopération, mais il y a encore beaucoup à faire.

Défis restants

L'absence de système mondial efficace pour la sécurisation des matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes constitue un défi majeur.

Malgré les progrès réalisés depuis 2012, il n'existe toujours pas de système mondial efficace pour sécuriser les matières nucléaires. Comme chaque État considère que la sécurité des matières relève exclusivement de sa responsabilité entière et souveraine, les méthodes d'approche de la sécurité nucléaire varient grandement avec un faible sens du partage des responsabilités, même quand la sécurité médiocre d'un État peut affecter tous les autres États. Plusieurs facteurs évoqués dans l'Indice NTI soulignent ce déficit fondamental :

- **La base juridique existante concernant la sécurité nucléaire au plan mondial reste faible.** Un accord juridique fondamental associé à la sécurité nucléaire – la convention CPPNM et son amendement de 2005 – offre une base initiale importante à l'égard de la sécurité des matières nucléaires. Cependant, l'amendement de 2005 n'est pas encore entré en vigueur parce qu'il n'a pas encore été ratifié par le nombre minimum exigé d'États (deux tiers de tous les pays parties à la CPPNM), y compris, notoirement, les États-Unis. Un accord séparé, la Convention internationale pour la suppression des actes de terrorisme nucléaire, exige l'engagement des États à criminaliser les actes de terrorisme nucléaire. Cependant, chacun de ces accords a ses limitations : ils ne sont pas universellement appliqués (comme indiqué ci-dessus, l'amendement de 2005 n'est pas encore entré en vigueur), ils n'incluent aucun mécanisme permettant leur mise en application et la mise en jeu de la responsabilité), et la CPPNM et son amendement de 2005 ne s'appliquent qu'aux matières à usage civil qui correspondent seulement à 15 pour cent des stocks mondiaux de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes.

- **La participation aux inspections internationales par les pairs est encore limitée.** Sur les 25 États disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes, seuls 18 ont sollicité une inspection par les pairs au cours des cinq dernières années, et 6 n'ont jamais sollicité une telle inspection, même s'il s'agit d'un outil essentiel pour le renforcement des pratiques de sécurité des États et pour rassurer les autres États au sujet de l'efficacité de la sécurité d'un État individuel.
- **La grande majorité des stocks mondiaux de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes (environ 85 pour cent) est à usage militaire ou autre usage non civil et demeurent en dehors du champ d'application des mécanismes internationaux existants pour la sécurité nucléaire.** Les matières à usage militaire et non civil n'entrent pas dans le champ d'application des directives sur la sécurité nucléaire de l'AIEA ni dans celui de la CPPNM et de son amendement de 2005. On ne sait pas non plus clairement si elles sont soumises aux échanges de bonnes pratiques, au partage d'informations, à l'examen par les pairs ou autres mécanismes volontaires destinés à renforcer la confiance dans l'efficacité de leur sécurité, sauf dans quelques cas limités où une certaine coopération bilatérale s'est mise en œuvre. Par exemple, les États-Unis et la Russie ont développé certaines mesures créatives pour établir la transparence et des assurances relatives à un petit pourcentage de ces matières pour tenter de renforcer la confiance au sujet de leur sécurité.

RECOMMANDATIONS

Pour mettre au point un système de sécurité nucléaire mondial destiné à assurer la sécurité sur le long terme, les États doivent :

Atteindre un consensus sur les principes fondamentaux d'un système mondial. Bien que les États aient commencé à reconnaître le besoin d'un système de sécurisation efficace et mondial des matières nucléaires, nombre d'entre eux continuent à envisager la sécurité nucléaire comme une prérogative principalement souveraine, sans partage des responsabilités. Comme le processus des Sommets sur la sécurité nucléaire perd de la vitesse – 2016 pourrait être le dernier sommet – les dirigeants mondiaux devraient s'engager à rechercher un consensus sur les principes fondamentaux d'un système mondial et à établir la structure permettant de les mettre en œuvre. Un tel système devrait (a) s'appliquer à toutes les matières utilisables pour la fabrication d'armes, qu'elles appartiennent au secteur civil ou aux secteurs non civil et militaire, (b) être fondé sur les normes et les bonnes pratiques internationales, et (c) permettre à tous les États d'avoir confiance dans l'efficacité de leurs pratiques de sécurité individuelles.

Renforcer la confiance sur l'efficacité de leurs pratiques de sécurité. Les États doivent prendre des mesures visant à rassurer, telles que la participation à des examens internationaux par les pairs, la publication de leurs réglementations relatives à la sécurité nucléaire et d'autres informations fournissant les grandes lignes des aménagements de la sécurité, et la déclaration des stocks d'UHE et de plutonium. De telles pratiques sont essentielles pour établir au niveau mondial la confiance dans la sécurité des matières nucléaires, évaluer l'efficacité et tenir les États responsables.

Devenir partie aux traités relatifs à la sécurité nucléaire. Les États doivent signer les traités régissant le terrorisme nucléaire et la protection physique des matières nucléaires tels que la CPPNM, ainsi que son amendement de 2005, et l'ICSANT.

Renforcer les mécanismes volontaires. Les États doivent participer aux mécanismes volontaires, par exemple en contribuant au Fonds de l'AIEA pour la sécurité nucléaire et à l'Institut mondial pour la sécurité nucléaire (World Institute for Nuclear Security) ou en se joignant au Partenariat mondial du G-8 contre la dissémination d'armes et de matières de destruction massive (G-8 Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction).

Sécuriser les matières à usage militaire et non civil en suivant les mêmes normes strictes que pour les matières à usage civil. Environ 85 pour cent des stocks mondiaux de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes sont en dehors des programmes civils sous diverses formes

et n'entrent pas dans le champ d'application des directives de l'AIEA sur la sécurité nucléaire ou de la CPPNM et de son amendement de 2005, et ne sont pas soumises non plus aux mécanismes de renforcement de la confiance. Les États devraient sécuriser et traiter ces matières en respectant au minimum les normes applicables aux 15 pour cent des matières appartenant aux programmes civils et ils devraient penser avec créativité à la manière de renforcer la confiance dans ces mesures – tâche qui peut être accomplie tout en protégeant les informations sensibles.

Pour améliorer le rôle dirigeant des États concernant les matières nucléaires, les États doivent :

S'engager à plus diminuer les stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes. Un tel engagement doit comprendre (a) la cessation de l'usage d'UHE à des fins civiles, (b) l'expansion des programmes de conversion des réacteurs de recherche utilisant de l'UHE en réacteurs utilisant de l'uranium faiblement enrichi et (c) ne pas augmenter les stocks de plutonium au-dessus de ce qui est nécessaire pour la production d'énergie à usage civil au cours d'une année donnée.

Améliorer les mesures destinées à protéger contre le vol les matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes. Une telle protection pourrait être obtenue par l'amélioration de la sécurité physique, le renforcement des lois et des réglementations, le développement d'une culture promouvant l'excellence de la sécurité et l'échange des bonnes pratiques.

Établir des agences réglementaires indépendantes et renforcer le rôle de celles qui existent. L'Inde, l'Iran et la Corée du Nord doivent s'appliquer à établir des agences réglementaires indépendantes. Ce sont les seuls États disposant de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes qui ne disposent pas actuellement d'une telle agence. Les autres États devraient s'assurer que leurs agences sont à l'abri des pressions politiques et de l'influence de ceux qui sont réglementés.

Comme le processus des Sommets sur la sécurité nucléaire perd de la vitesse – 2016 pourrait être le dernier sommet – les dirigeants mondiaux devraient s'engager à rechercher un consensus sur les principes fondamentaux d'un système mondial et à établir la structure permettant de les mettre en œuvre.



Résumé opérationnel

Remplir les engagements pris au Sommet sur la sécurité nucléaire. Les États qui n'ont pas encore remplis les engagements pris lors des Sommets de 2010 et de 2012 devraient accélérer les mesures nécessaires pour ce faire et fournir des rapports d'avancement sur leurs progrès.

L'Indice NTI peut être utilisé comme outil pour aider les États à améliorer la sécurité des matières nucléaires en comblant les lacunes dans leurs propres systèmes et en s'employant à établir un système de sécurité nucléaire efficace au niveau mondial qui permettra aux États d'évaluer leurs progrès, les performances d'autres États et de mettre en jeu leur responsabilité mutuelle. La menace est dynamique. La protection du monde contre une catastrophe doit également être dynamique.

NTI envisage de continuer à suivre les progrès et, dans le cadre de ce processus, continuera d'offrir aux gouvernements l'occasion d'examiner, confirmer et corriger les données recueillies. Comme pour l'édition antérieure de l'Indice NTI, NTI cherchera à obtenir l'apport des gouvernements, des spécialistes et d'autres parties prenantes qui aideront à améliorer les futures éditions.



CARTES ET TABLEAUX DES RÉSULTATS

Les cartes et les tableaux des pages suivantes offrent des résultats de haut niveau pour l'Indice NTI. Les tableaux indiquent les classements et les scores des pays, globalement et par catégorie, ainsi que les variations par rapport à 2012.

Les scores globaux sont calculés en utilisant la somme pondérée des scores de la catégorie et de scores indicateurs. Une discussion approfondie des catégories, des indicateurs et de la pondération est comprise dans l'annexe sur la méthodologie de l'EIU.

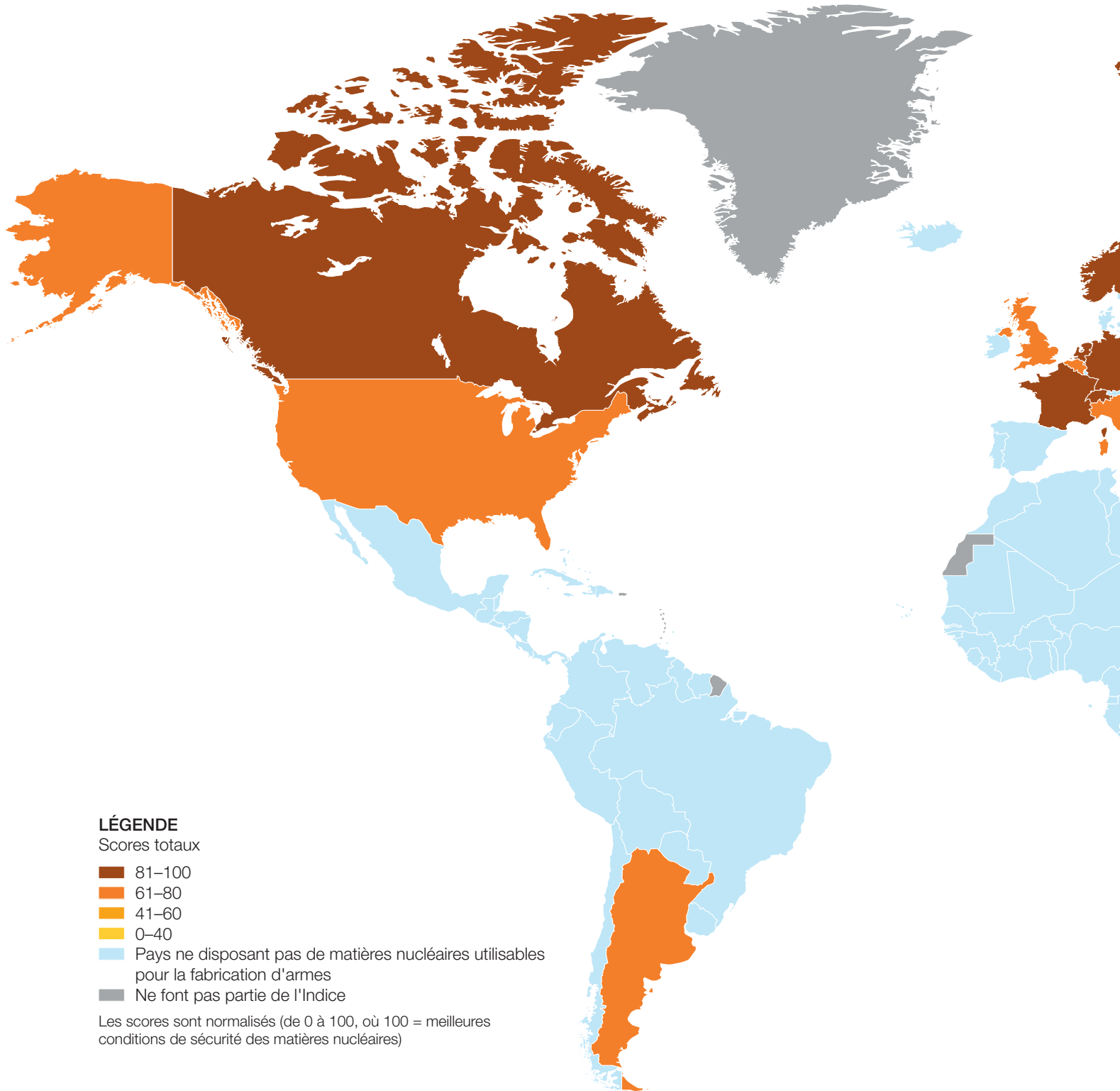
Quand le classement d'un pays est précédé d'un signe égal (=), cela signifie qu'il y a égalité avec d'autres pays.

Les scores globaux et par catégorie sont compris dans une fourchette de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires. Dans l'Indice NTI, les scores de 0 et 100 représentent respectivement le score le plus bas et le plus élevé possibles, tel que mesuré par les critères de l'Indice NTI.

Le nombre de pays de l'Indice NTI a été déterminé par le champ d'application du service de rapport des risques de l'Economist Intelligence Unit, qui inclut presque tous les pays du monde.



PAYS DISPOSANT DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES



LÉGENDE

Scores totaux

81-100

61-80

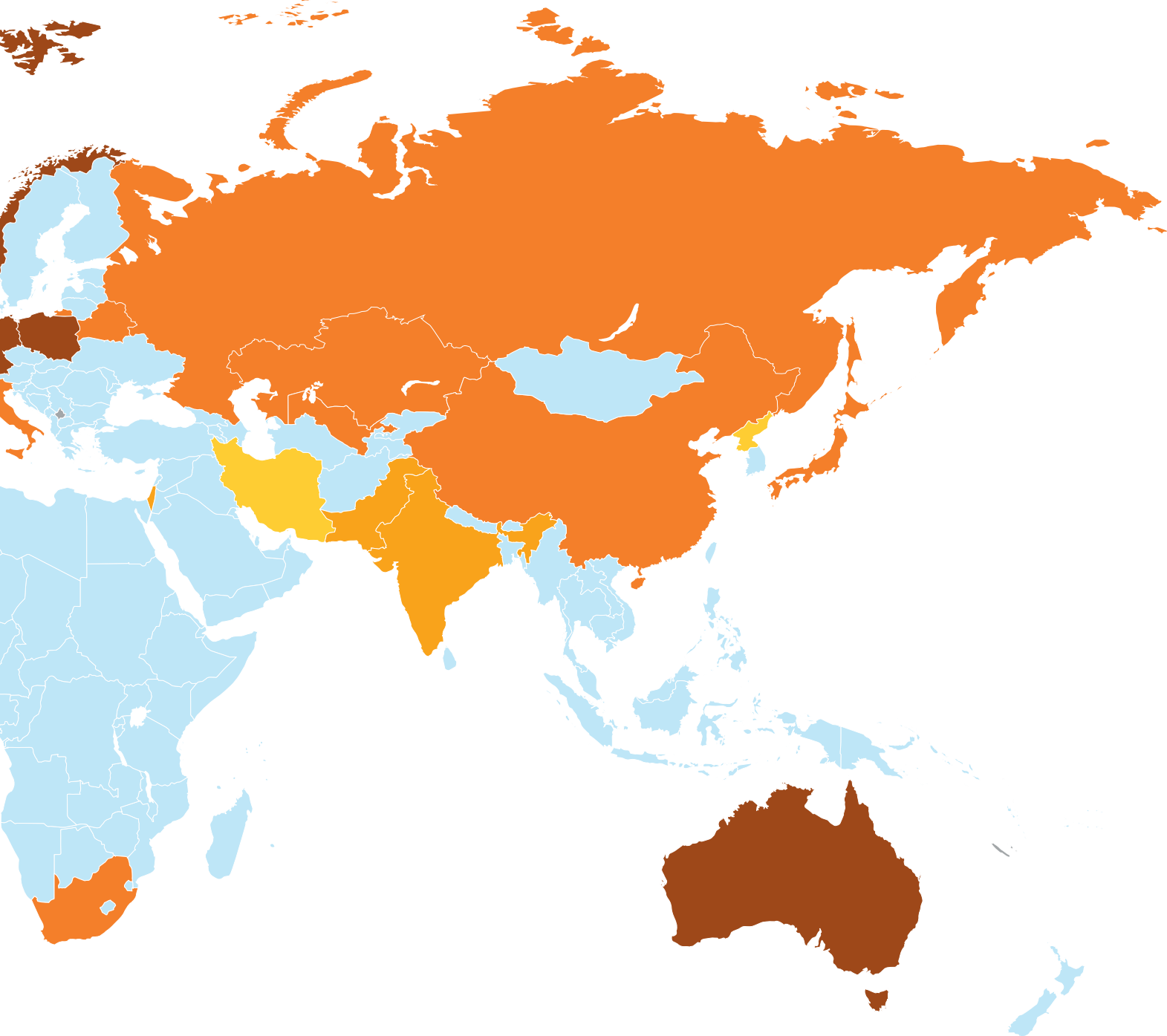
41-60

0-40

Pays ne disposant pas de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes

Ne font pas partie de l'Indice

Les scores sont normalisés (de 0 à 100, où 100 = meilleures conditions de sécurité des matières nucléaires)




SYNTHÈSE DES RÉSULTATS : PAYS DISPOSANT DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES

| SCORE TOTAL | | | 1. QUANTITÉS ET SITES | | | 2. MESURES DE SÉCURITÉ ET DE CONTRÔLE | | |
|---------------|----------------|--------|-----------------------|----------------|---------|---------------------------------------|----------------|---------|
| Classement/25 | Score/100 | Δ | Classement/25 | Score/100 | Δ | Classement/25 | Score/100 | Δ |
| 1 | Australie | 92 + 2 | = 1 | Argentine | 100 + 5 | 1 | États-Unis | 98 - |
| 2 | Canada | 88 + 6 | = 1 | Australie | 100 + 5 | = 2 | Canada | 93 + 10 |
| 3 | Suisse | 87 - | 3 | Ouzbékistan | 95 + 5 | = 2 | Royaume-Uni | 93 - |
| 4 | Allemagne | 85 + 3 | 4 | Iran | 89 - | = 4 | Biélorussie | 90 + 12 |
| 5 | Norvège | 83 + 1 | = 5 | Biélorussie | 84 - | = 4 | France | 90 - |
| 6 | Pologne | 82 + 1 | = 5 | Pologne | 84 + 6 | = 6 | Allemagne | 88 + 10 |
| = 7 | France | 81 + 2 | 7 | Norvège | 83 -5 | = 6 | Suisse | 88 - |
| = 7 | Pays-Bas | 81 - | 8 | Afrique du sud | 79 + 6 | 8 | Australie | 86 - |
| 9 | Biélorussie | 80 + 5 | 9 | Italie | 73 - | = 9 | Kazakhstan | 80 - |
| 10 | Belgique | 79 + 7 | 10 | Suisse | 72 - | = 9 | Russie | 80 - |
| = 11 | Royaume-Uni | 77 -1 | 11 | Canada | 67 - | 11 | Japon | 79 + 3 |
| = 11 | États-Unis | 77 -1 | = 12 | Belgique | 62 + 6 | 12 | Pays-Bas | 78 + 5 |
| = 13 | Argentine | 76 + 4 | = 12 | Allemagne | 62 - | 13 | Pologne | 74 - |
| = 13 | Japon | 76 + 6 | = 12 | Pays-Bas | 62 -5 | 14 | Belgique | 73 + 17 |
| 15 | Kazakhstan | 73 - | 15 | Corée du Nord | 60 - | 15 | Chine | 72 - |
| 16 | Afrique du sud | 71 -1 | 16 | Kazakhstan | 57 -6 | 16 | Italie | 68 - |
| 17 | Italie | 70 -1 | 17 | Israël | 44 - | 17 | Norvège | 67 - |
| = 18 | Russie | 66 - | = 18 | Chine | 34 - | 18 | Afrique du sud | 64 - |
| = 18 | Ouzbékistan | 66 + 5 | = 18 | France | 34 - | = 19 | Argentine | 59 - |
| 20 | Chine | 64 + 1 | = 20 | Russie | 23 - | = 19 | Israël | 59 - |
| 21 | Israël | 57 + 2 | = 20 | États-Unis | 23 - | 21 | Ouzbékistan | 51 + 4 |
| 22 | Pakistan | 46 + 3 | = 22 | Inde | 22 - | 22 | Corée du Nord | 43 - |
| 23 | Inde | 41 + 1 | = 22 | Japon | 22 - | = 23 | Iran | 40 - |
| 24 | Iran | 39 - | = 22 | Pakistan | 22 - | = 23 | Pakistan | 40 + 9 |
| 25 | Corée du Nord | 30 - | 25 | Royaume-Uni | 11 - | 25 | Inde | 37 - |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014.

Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.

PAYS DISPOSANT DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)



| 3. NORMES MONDIALES | | | | 4. ENGAGEMENTS NATIONAUX ET CAPACITÉ NATIONALE | | | | 5. ENVIRONNEMENT DES RISQUES | | | |
|---------------------|----------------|-----------|------|--|----------------|-----------|------|------------------------------|----------------|-----------|------|
| Classement/25 | | Score/100 | Δ | Classement/25 | | Score/100 | Δ | Classement/25 | | Score/100 | Δ |
| = 1 | Australie | 100 | + 8 | = 1 | Australie | 100 | - | 1 | Norvège | 100 | + 13 |
| = 1 | France | 100 | + 17 | = 1 | Belgique | 100 | - | 2 | Japon | 86 | -1 |
| = 1 | Russie | 100 | - | = 1 | Allemagne | 100 | - | 3 | Canada | 83 | - |
| = 1 | Royaume-Uni | 100 | - | = 1 | Italie | 100 | - | 4 | Suisse | 82 | + 1 |
| = 5 | Canada | 94 | + 17 | = 1 | Japon | 100 | + 27 | 5 | Australie | 79 | - |
| = 5 | Allemagne | 94 | - | = 1 | Pays-Bas | 100 | - | 6 | Pays-Bas | 78 | - |
| = 7 | Belgique | 88 | + 9 | = 1 | Norvège | 100 | - | 7 | Allemagne | 77 | + 1 |
| = 7 | Chine | 88 | + 5 | = 1 | Pologne | 100 | - | = 8 | Belgique | 75 | - |
| = 7 | Kazakhstan | 88 | + 6 | = 1 | Afrique du sud | 100 | - | = 8 | France | 75 | -1 |
| = 7 | Pays-Bas | 88 | - | = 1 | Suisse | 100 | - | = 10 | Pologne | 74 | - |
| = 7 | Suisse | 88 | - | = 11 | Canada | 96 | - | = 10 | États-Unis | 74 | - |
| 12 | Japon | 85 | - | = 11 | France | 96 | - | 12 | Royaume-Uni | 69 | -2 |
| 13 | États-Unis | 83 | - | = 11 | Kazakhstan | 96 | - | 13 | Argentine | 61 | - |
| = 14 | Pologne | 82 | - | = 11 | Royaume-Uni | 96 | - | = 14 | Biélorussie | 58 | + 6 |
| = 14 | Ouzbékistan | 82 | + 14 | = 15 | Argentine | 92 | - | = 14 | Afrique du sud | 58 | -2 |
| 16 | Argentine | 80 | + 22 | = 15 | Biélorussie | 92 | - | 16 | Israël | 55 | - |
| 17 | Norvège | 73 | - | = 17 | Russie | 89 | - | 17 | Italie | 51 | -1 |
| 18 | Inde | 71 | + 6 | = 17 | États-Unis | 89 | -3 | 18 | Corée du Nord | 42 | - |
| 19 | Biélorussie | 68 | - | 19 | Ouzbékistan | 88 | - | 19 | Chine | 38 | + 2 |
| 20 | Pakistan | 63 | - | 20 | Pakistan | 85 | - | 20 | Kazakhstan | 37 | - |
| 21 | Italie | 58 | - | 21 | Chine | 81 | - | 21 | Iran | 35 | + 1 |
| 22 | Afrique du sud | 57 | -5 | 22 | Israël | 66 | - | 22 | Inde | 32 | - |
| 23 | Israël | 55 | + 8 | 23 | Inde | 47 | - | 23 | Ouzbékistan | 24 | - |
| 24 | Iran | 18 | - | 24 | Iran | 19 | - | 24 | Russie | 21 | - |
| 25 | Corée du Nord | 0 | - | 25 | Corée du Nord | 4 | - | 25 | Pakistan | 19 | + 6 |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014.

Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

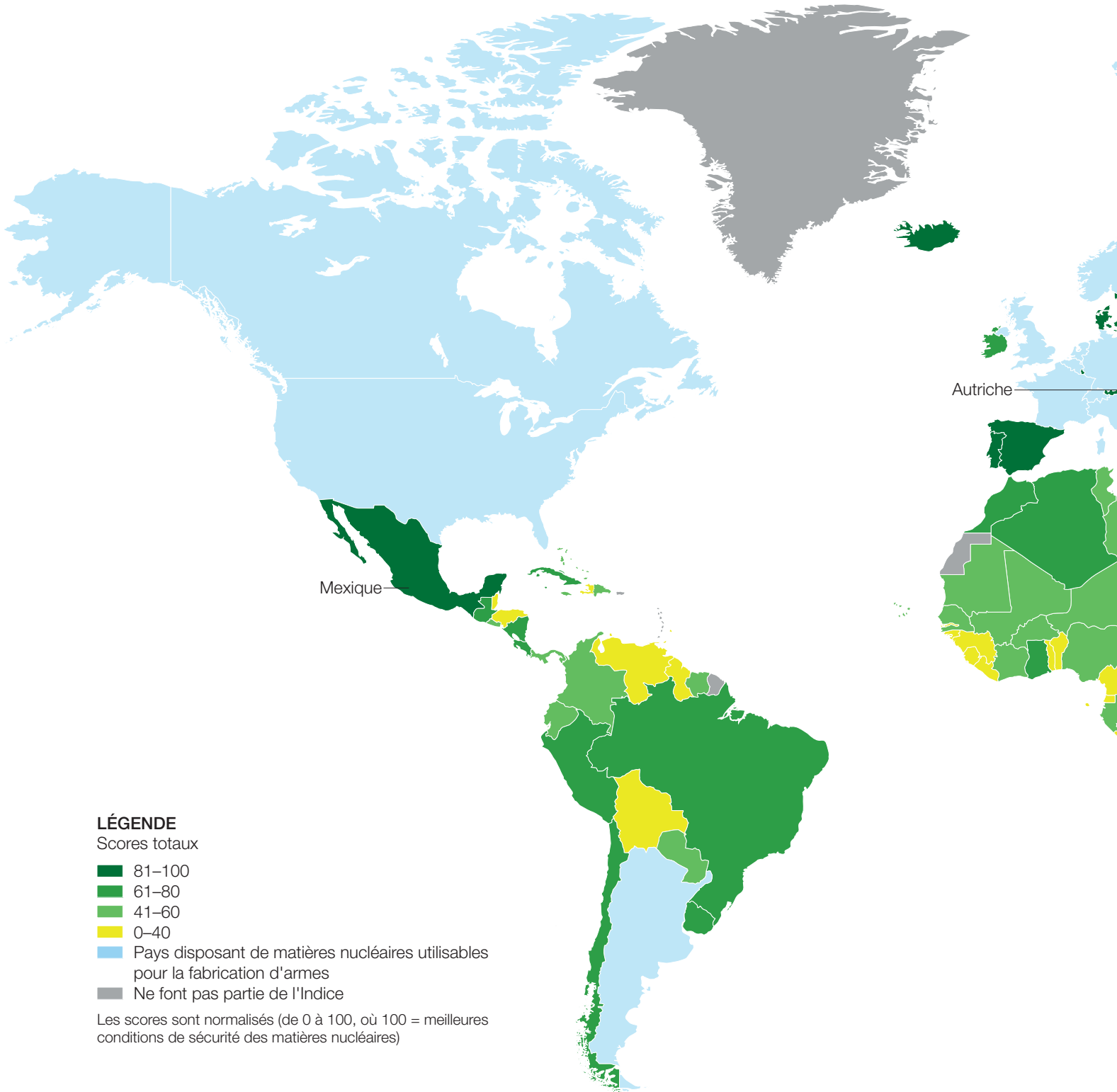
= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

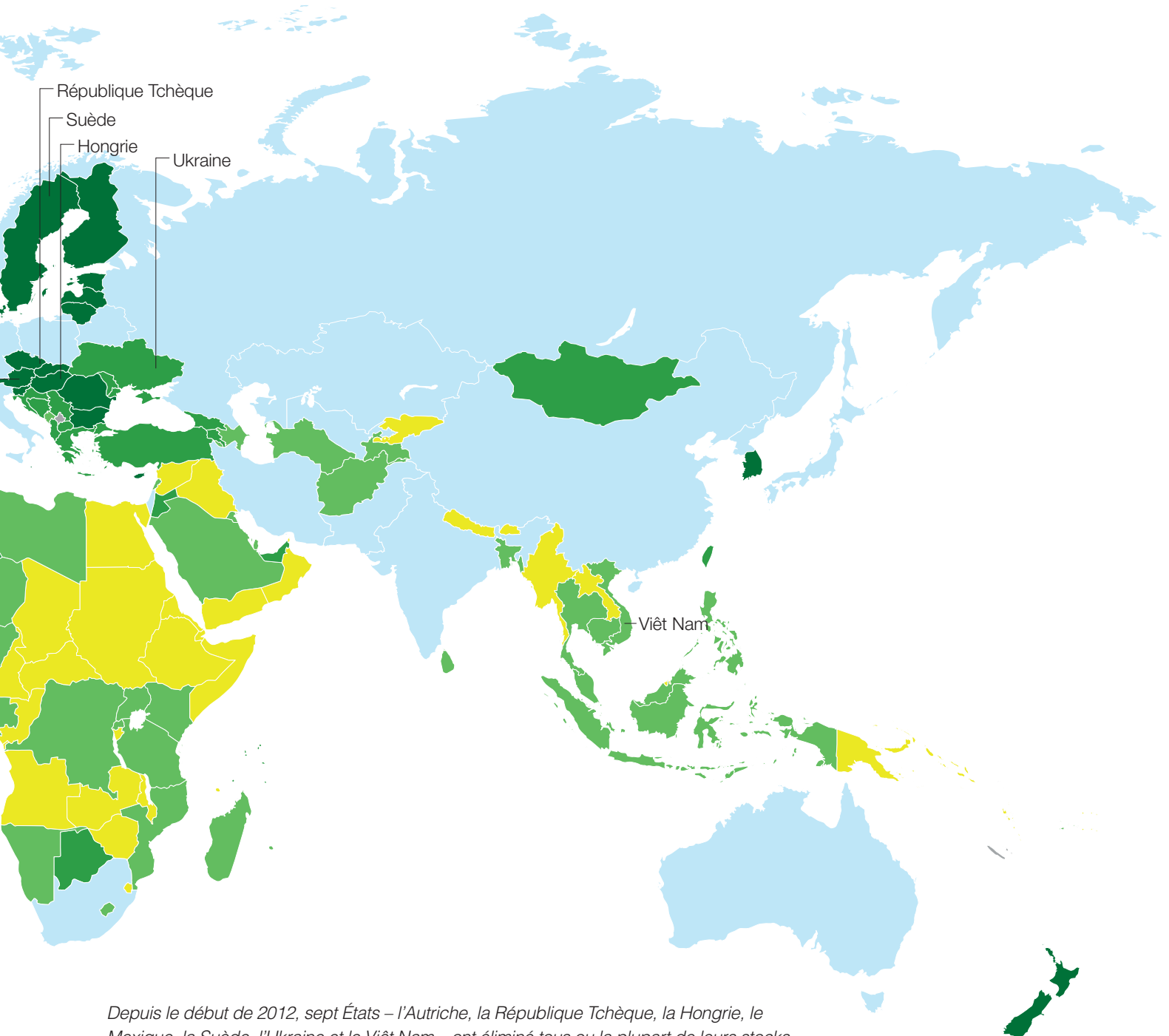
Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.



PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES





Depuis le début de 2012, sept États – l’Autriche, la République Tchèque, la Hongrie, le Mexique, la Suède, l’Ukraine et le Viêt Nam – ont éliminé tous ou la plupart de leurs stocks de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d’armes. Ceci est la mesure la plus importante qu’un État puisse prendre pour s’assurer que les terroristes ne puissent pas avoir accès aux matières nécessaires pour fabriquer une bombe nucléaire.


**SYNTHÈSE DES RÉSULTATS : PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES
UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES**
SCORE TOTAL

| Classement/151 | Score/100 | Δ |
|--------------------------|-----------|-----|
| 1 Danemark | 99 | - |
| = 2 Finlande | 96 | - |
| = 2 Suède | 96 | + 4 |
| 4 Espagne | 93 | - |
| 5 Slovénie | 91 | - |
| = 6 Lituanie | 90 | + 2 |
| = 6 Slovaquie | 90 | + 4 |
| = 8 République Tchèque | 88 | -1 |
| = 8 Lettonie | 88 | - |
| = 10 Autriche | 87 | -1 |
| = 10 Hongrie | 87 | + 2 |
| 12 Nouvelle-Zélande | 86 | + 1 |
| = 13 Mexique | 85 | + 7 |
| = 13 Portugal | 85 | + 8 |
| 15 Malte | 84 | + 8 |
| = 16 Estonie | 83 | - |
| = 16 Roumanie | 83 | - |
| = 18 Islande | 82 | - |
| = 18 Corée du Sud | 82 | - |
| = 20 Bulgarie | 81 | - |
| = 20 Chypre | 81 | + 3 |
| = 20 Luxembourg | 81 | - |
| = 23 Ukraine | 79 | - |
| = 23 Émirats arabes unis | 79 | -2 |
| 25 Arménie | 75 | - |
| = 26 Chili | 74 | - |
| = 26 Croatie | 74 | - |
| = 26 Cuba | 74 | + 4 |
| = 26 Serbie | 74 | - |
| = 30 Irlande | 73 | -3 |
| = 30 Macédoine | 73 | + 4 |
| 32 Grèce | 72 | + 1 |
| = 33 Pérou | 70 | - |
| = 33 Turquie | 70 | + 3 |
| = 33 Uruguay | 70 | - |
| = 36 Albanie | 69 | - |
| = 36 Jordanie | 69 | - |

3. NORMES MONDIALES

| Classement/151 | Score/100 | Δ |
|-------------------------|-----------|------|
| = 1 Danemark | 100 | - |
| = 1 Finlande | 100 | - |
| = 1 Lituanie | 100 | + 7 |
| = 1 Espagne | 100 | - |
| = 1 Ukraine | 100 | - |
| = 6 Arménie | 93 | + 13 |
| = 6 République Tchèque | 93 | - |
| = 6 Géorgie | 93 | + 13 |
| = 6 Lettonie | 93 | - |
| = 6 Malte | 93 | + 26 |
| = 6 Mexique | 93 | + 20 |
| = 6 Roumanie | 93 | - |
| = 6 Slovaquie | 93 | + 13 |
| = 6 Slovénie | 93 | - |
| = 6 Émirats arabes unis | 93 | -7 |
| 16 Suède | 87 | + 12 |
| = 17 Autriche | 85 | - |
| = 17 Bahreïn | 85 | - |
| = 17 Chili | 85 | - |
| = 17 Croatie | 85 | - |
| = 17 Chypre | 85 | + 12 |
| = 17 Hongrie | 85 | - |
| = 17 Libye | 85 | - |
| = 17 Luxembourg | 85 | + 12 |
| = 17 Macédoine | 85 | + 12 |
| = 17 Moldavie | 85 | - |
| = 17 Arabie Saoudite | 85 | - |
| = 17 Turkménistan | 85 | - |
| = 29 Azerbaïdjan | 80 | + 7 |
| = 29 Bulgarie | 80 | - |
| = 29 Estonie | 80 | - |
| = 29 Grèce | 80 | + 5 |
| = 29 Jordanie | 80 | -7 |
| = 29 Maroc | 80 | - |
| = 29 Panama | 80 | - |
| = 29 Portugal | 80 | - |
| = 37 Algérie | 78 | + 7 |
| = 37 Fidji (Iles) | 78 | + 7 |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.

PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)



4. ENGAGEMENTS ET CAPACITÉS AU NIVEAU NATIONAL

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|---------------------|-----------|------|
| = 1 | Albanie | 100 | - |
| = 1 | Autriche | 100 | - |
| = 1 | Bulgarie | 100 | - |
| = 1 | République Tchèque | 100 | - |
| = 1 | Danemark | 100 | - |
| = 1 | Estonie | 100 | - |
| = 1 | Finlande | 100 | - |
| = 1 | Hongrie | 100 | + 4 |
| = 1 | Lettonie | 100 | - |
| = 1 | Lituanie | 100 | - |
| = 1 | Mexique | 100 | - |
| = 1 | Portugal | 100 | + 21 |
| = 1 | Roumanie | 100 | - |
| = 1 | Slovaquie | 100 | - |
| = 1 | Slovénie | 100 | - |
| = 1 | Corée du Sud | 100 | - |
| = 1 | Espagne | 100 | - |
| = 1 | Suède | 100 | - |
| = 19 | Islande | 96 | - |
| = 19 | Serbie | 96 | - |
| = 21 | Arménie | 93 | - |
| = 21 | Bosnie-Herzégovine | 93 | + 4 |
| = 21 | Pérou | 93 | - |
| = 21 | Turquie | 93 | - |
| = 21 | Ukraine | 93 | - |
| = 26 | Guatemala | 89 | - |
| = 26 | Nicaragua | 89 | - |
| 28 | Uruguay | 87 | - |
| = 29 | Nouvelle-Zélande | 85 | - |
| = 29 | Émirats arabes unis | 85 | - |
| = 31 | Algérie | 83 | - |
| = 31 | Macédoine | 83 | - |
| = 31 | Tadjikistan | 83 | - |
| = 34 | Ghana | 80 | - |
| = 34 | Indonésie | 80 | - |
| = 34 | Malte | 80 | - |
| = 34 | Maroc | 80 | - |
| = 34 | Taïwan | 80 | + 13 |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

5. ENVIRONNEMENT DES RISQUES

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|--------------------|-----------|-----|
| 1 | Suède | 99 | - |
| 2 | Nouvelle-Zélande | 98 | + 2 |
| 3 | Danemark | 96 | - |
| = 4 | Finlande | 87 | -1 |
| = 4 | Islande | 87 | - |
| = 6 | La Barbade | 85 | - |
| = 6 | Singapour | 85 | - |
| 8 | Chili | 81 | - |
| = 9 | Chypre | 80 | -1 |
| = 9 | Luxembourg | 80 | -13 |
| = 9 | Malte | 80 | - |
| = 12 | Slovénie | 78 | - |
| = 12 | Espagne | 78 | -1 |
| = 14 | Bahamas | 77 | - |
| = 14 | Botswana | 77 | - |
| = 14 | Costa Rica | 77 | - |
| 17 | Taïwan | 76 | - |
| = 18 | Brunei | 75 | - |
| = 18 | Cap-Vert | 75 | - |
| = 18 | Uruguay | 75 | - |
| = 21 | Autriche | 74 | - |
| = 21 | Slovaquie | 74 | - |
| 23 | Hongrie | 72 | - |
| = 24 | Bhoutan | 71 | - |
| = 24 | Portugal | 71 | - |
| = 24 | Seychelles (les) | 71 | - |
| = 27 | Cuba | 70 | - |
| = 27 | République Tchèque | 70 | -1 |
| = 27 | Île Maurice | 70 | - |
| 30 | Namibie | 69 | + 2 |
| 31 | Corée du Sud | 68 | - |
| = 32 | Lettonie | 67 | - |
| = 32 | Samoa | 67 | - |
| = 34 | Estonie | 66 | - |
| = 34 | Lituanie | 66 | -1 |
| = 36 | Ghana | 63 | - |
| = 36 | Irlande | 63 | -10 |
| = 38 | Croatie | 60 | - |

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.


PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)
SCORE TOTAL

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|------------------------------------|-----------|------|
| = 36 | Mongolie | 69 | - |
| = 39 | Géorgie | 68 | - |
| = 39 | Ghana | 68 | + 4 |
| = 41 | Algérie | 67 | + 3 |
| = 41 | Bosnie-Herzégovine | 67 | -3 |
| = 41 | Brésil | 67 | + 2 |
| = 41 | Maroc | 67 | - |
| 45 | Costa Rica | 66 | + 4 |
| 46 | Nicaragua | 64 | + 1 |
| = 47 | Moldavie | 63 | + 3 |
| = 47 | Seychelles (les) | 63 | - |
| = 47 | Taiïwan | 63 | + 5 |
| = 50 | Botswana | 62 | - |
| = 50 | Guatemala | 62 | - |
| 52 | Singapour | 60 | - |
| = 53 | Monténégro | 59 | - |
| = 53 | Qatar | 59 | -5 |
| = 53 | Tadjikistan | 59 | + 2 |
| = 56 | Azerbaïdjan | 58 | + 2 |
| = 56 | Niger | 58 | + 1 |
| = 56 | Rwanda | 58 | + 1 |
| = 56 | Tunisie | 58 | + 1 |
| = 60 | Bahreïn | 57 | -1 |
| = 60 | Congo (République démocratique du) | 57 | -1 |
| = 60 | Jamaïque | 57 | + 2 |
| = 63 | Mali | 56 | -1 |
| = 63 | Nigeria | 56 | + 4 |
| = 63 | Panama | 56 | - |
| = 66 | République dominicaine | 55 | + 6 |
| = 66 | Gabon | 55 | - |
| = 66 | Indonésie | 55 | - |
| = 66 | Paraguay | 55 | - |
| = 66 | Philippines | 55 | + 2 |
| = 66 | Turkménistan | 55 | - |
| 72 | Bangladesh | 54 | - |
| = 73 | Colombie | 53 | + 1 |
| = 73 | Côte d'Ivoire | 53 | + 25 |
| = 73 | El Salvador | 53 | - |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

3. NORMES MONDIALES

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|------------------------------------|-----------|------|
| = 37 | Kenya | 78 | - |
| = 37 | Tunisie | 78 | - |
| = 41 | Irlande | 75 | - |
| = 41 | Nouvelle-Zélande | 75 | - |
| = 41 | Philippines | 75 | + 8 |
| = 41 | Corée du Sud | 75 | - |
| = 45 | Afghanistan | 73 | + 13 |
| = 45 | Albanie | 73 | + 13 |
| = 45 | Bosnie-Herzégovine | 73 | - |
| = 45 | République dominicaine | 73 | + 8 |
| = 45 | Mongolie | 73 | - |
| = 45 | Serbie | 73 | - |
| = 45 | Turquie | 73 | + 13 |
| = 52 | Cuba | 71 | + 13 |
| = 52 | Gabon | 71 | - |
| = 52 | Lesotho | 71 | + 13 |
| = 52 | Mali | 71 | - |
| = 52 | Mauritanie | 71 | - |
| = 52 | Niger | 71 | - |
| = 52 | Nigeria | 71 | + 26 |
| = 59 | Cambodge | 67 | - |
| = 59 | Tadjikistan | 67 | + 7 |
| = 61 | Bangladesh | 65 | - |
| = 61 | Brésil | 65 | + 7 |
| = 61 | Congo (République démocratique du) | 65 | - |
| = 61 | Côte d'Ivoire | 65 | + 50 |
| = 61 | El Salvador | 65 | - |
| = 61 | Koweït | 65 | + 12 |
| = 61 | Liban | 65 | - |
| = 61 | Paraguay | 65 | - |
| = 61 | Seychelles (les) | 65 | - |
| = 70 | Colombie | 60 | - |
| = 70 | Islande | 60 | - |
| = 70 | Monténégro | 60 | - |
| = 70 | Viêt Nam | 60 | + 38 |
| = 74 | République Centrafricaine | 58 | - |
| = 74 | Costa Rica | 58 | + 13 |

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.

PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)



4. ENGAGEMENTS ET CAPACITÉS AU NIVEAU NATIONAL

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|------------------------------------|-----------|------|
| = 39 | Cuba | 79 | - |
| = 39 | Chypre | 79 | - |
| = 39 | Grèce | 79 | - |
| = 39 | Irlande | 79 | - |
| = 39 | Luxembourg | 79 | - |
| = 44 | Jordanie | 78 | - |
| = 44 | Mongolie | 78 | - |
| = 46 | Croatie | 76 | - |
| = 46 | Moldavie | 76 | + 21 |
| = 46 | Tanzanie | 76 | - |
| = 46 | Ouganda | 76 | - |
| 50 | Brésil | 75 | - |
| = 51 | Botswana | 74 | - |
| = 51 | Nigeria | 74 | - |
| = 53 | Congo (République démocratique du) | 73 | - |
| = 53 | Géorgie | 73 | - |
| 55 | Rwanda | 72 | - |
| 56 | Azerbaïdjan | 69 | - |
| = 57 | Qatar | 67 | - |
| = 57 | Suriname | 67 | - |
| 59 | Bangladesh | 66 | - |
| 60 | Monténégro | 64 | - |
| 61 | Costa Rica | 62 | - |
| = 62 | Chili | 60 | - |
| = 62 | Jamaïque | 60 | - |
| = 62 | Niger | 60 | - |
| = 62 | Philippines | 60 | - |
| 66 | Namibie | 58 | + 5 |
| = 67 | Burkina Faso | 55 | - |
| = 67 | Équateur | 55 | - |
| = 67 | Mali | 55 | - |
| = 67 | Seychelles (les) | 55 | - |
| = 67 | Singapour | 55 | - |
| = 67 | Tunisie | 55 | - |
| 73 | Colombie | 52 | - |
| = 74 | Afghanistan | 51 | - |
| = 74 | Kenya | 51 | - |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

5. ENVIRONNEMENT DES RISQUES

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|------------------------|-----------|------|
| = 38 | Lesotho | 60 | + 3 |
| = 40 | Bélize | 59 | - |
| = 40 | Brésil | 59 | - |
| = 40 | Émirats arabes unis | 59 | + 1 |
| = 43 | Bulgarie | 58 | -1 |
| = 43 | Jamaïque | 58 | + 5 |
| = 43 | Sénégal | 58 | + 8 |
| 46 | Mexique | 57 | - |
| = 47 | El Salvador | 56 | - |
| = 47 | Zambie | 56 | - |
| = 49 | Mongolie | 55 | + 2 |
| = 49 | Rwanda | 55 | -2 |
| = 49 | Tonga | 55 | -1 |
| = 49 | Trinité et Tobago | 55 | - |
| = 49 | Vanuatu | 55 | + 2 |
| = 49 | Viêt Nam | 55 | - |
| = 55 | Grèce | 54 | -1 |
| = 55 | Pérou | 54 | + 1 |
| = 55 | Qatar | 54 | -17 |
| = 58 | République dominicaine | 53 | + 10 |
| = 58 | Madagascar | 53 | + 8 |
| = 58 | Roumanie | 53 | - |
| = 58 | Suriname | 53 | - |
| = 58 | Swaziland | 53 | + 2 |
| = 63 | Gabon | 52 | - |
| = 63 | Koweït | 52 | + 1 |
| = 63 | Mozambique | 52 | - |
| = 66 | Malaisie | 51 | - |
| = 66 | Monténégro | 51 | - |
| = 66 | Oman | 51 | -2 |
| = 66 | Panama | 51 | - |
| = 70 | Guyane | 50 | - |
| = 70 | Macédoine | 50 | - |
| = 70 | Paraguay | 50 | - |
| = 70 | Sri Lanka | 50 | -2 |
| = 70 | Timor Leste | 50 | + 11 |
| = 75 | Djibouti | 49 | - |
| = 75 | Malawi | 49 | + 3 |

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.


PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)
SCORE TOTAL

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|---------------------------|-----------|------|
| = 73 | Fidji (îles) | 53 | + 3 |
| = 73 | Namibie | 53 | + 2 |
| 78 | Kenya | 52 | -4 |
| = 79 | Tanzanie | 51 | - |
| = 79 | Viêt Nam | 51 | + 14 |
| = 81 | Liban | 50 | - |
| = 81 | Ouganda | 50 | - |
| = 83 | Équateur | 49 | + 1 |
| = 83 | Lesotho | 49 | + 5 |
| = 85 | Burkina Faso | 48 | -3 |
| = 85 | Libye | 48 | + 3 |
| = 85 | Sri Lanka | 48 | -1 |
| = 88 | Cap-Vert | 47 | - |
| = 88 | Koweït | 47 | + 6 |
| = 90 | Madagascar | 46 | + 3 |
| = 90 | Arabie Saoudite | 46 | + 1 |
| = 92 | Bahamas | 45 | - |
| = 92 | Mozambique | 45 | - |
| = 94 | Afghanistan | 43 | + 4 |
| = 94 | Île Maurice | 43 | - |
| = 94 | Sénégal | 43 | + 2 |
| = 97 | Malaisie | 42 | + 2 |
| = 97 | Suriname | 42 | - |
| = 99 | Cambodge | 41 | - |
| = 99 | Mauritanie | 41 | + 1 |
| = 99 | Thaïlande | 41 | + 2 |
| = 102 | Cameroun | 40 | -2 |
| = 102 | Oman | 40 | -1 |
| = 104 | République Kirghize | 39 | -2 |
| = 104 | Swaziland | 39 | + 3 |
| = 104 | Trinité et Tobago | 39 | + 2 |
| 107 | Honduras | 38 | - |
| = 108 | Bolivie | 37 | - |
| = 108 | République Centrafricaine | 37 | -1 |
| = 108 | Djibouti | 37 | - |
| = 108 | Tonga | 37 | -1 |
| = 112 | La Barbade | 36 | - |
| = 112 | Togo | 36 | + 3 |

3. NORMES MONDIALES

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|---------------------|-----------|------|
| = 74 | Ghana | 58 | + 13 |
| = 74 | Nicaragua | 58 | - |
| = 74 | Pérou | 58 | - |
| = 79 | République Kirghize | 55 | - |
| = 79 | Sri Lanka | 55 | - |
| = 81 | Djibouti | 53 | - |
| = 81 | Jamaïque | 53 | - |
| = 81 | Madagascar | 53 | - |
| = 81 | Qatar | 53 | - |
| = 85 | Comores | 51 | - |
| = 85 | Guinée Bissau | 51 | - |
| = 87 | Honduras | 47 | - |
| = 87 | Oman | 47 | - |
| = 89 | Burkina Faso | 45 | - |
| = 89 | Équateur | 45 | - |
| = 89 | Guatemala | 45 | - |
| = 89 | Indonésie | 45 | - |
| = 89 | Mozambique | 45 | - |
| = 89 | Rwanda | 45 | + 7 |
| = 89 | Sénégal | 45 | - |
| = 89 | Swaziland | 45 | + 7 |
| = 89 | Togo | 45 | + 7 |
| = 89 | Uruguay | 45 | - |
| = 99 | Malaisie | 42 | + 7 |
| = 99 | Singapour | 42 | - |
| = 99 | Thaïlande | 42 | + 7 |
| = 102 | Bahamas | 40 | - |
| = 102 | Irak | 40 | + 25 |
| = 102 | Yémen | 40 | - |
| = 105 | Guinée | 38 | - |
| = 105 | Guyane | 38 | - |
| = 107 | Bolivie | 33 | - |
| = 107 | Botswana | 33 | - |
| = 107 | Burundi | 33 | - |
| = 107 | Cameroun | 33 | - |
| = 107 | Cap-Vert | 33 | - |
| = 107 | Laos | 33 | + 8 |
| = 107 | Malawi | 33 | - |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.

PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)



4. ENGAGEMENTS ET CAPACITÉS AU NIVEAU NATIONAL

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|------------------------|-----------|------|
| = 74 | Liban | 51 | - |
| = 74 | Paraguay | 51 | - |
| 78 | Côte d'Ivoire | 49 | + 21 |
| 79 | Venezuela | 48 | - |
| 80 | Cameroun | 47 | - |
| 81 | Turkménistan | 46 | - |
| = 82 | Bahreïn | 44 | - |
| = 82 | Gabon | 44 | - |
| = 84 | République dominicaine | 41 | - |
| = 84 | El Salvador | 41 | - |
| = 84 | Panama | 41 | - |
| = 84 | Sri Lanka | 41 | - |
| = 88 | Irak | 39 | + 4 |
| = 88 | Libye | 39 | - |
| = 88 | Viêt Nam | 39 | + 4 |
| 91 | Mozambique | 38 | - |
| = 92 | Fidji (Iles) | 37 | - |
| = 92 | République Kirghize | 37 | + 4 |
| = 92 | Vanuatu | 37 | + 9 |
| 95 | Cap-Vert | 36 | - |
| = 96 | Égypte | 35 | - |
| = 96 | Madagascar | 35 | - |
| = 96 | Malaisie | 35 | - |
| = 96 | Île Maurice | 35 | - |
| = 96 | Thaïlande | 35 | - |
| = 101 | Bolivie | 33 | - |
| = 101 | Tonga | 33 | - |
| = 101 | Trinité et Tobago | 33 | - |
| = 104 | Honduras | 30 | - |
| = 104 | Sénégal | 30 | - |
| = 104 | Togo | 30 | + 4 |
| = 107 | Gambie | 28 | - |
| = 107 | Koweït | 28 | + 4 |
| = 109 | La Barbade | 26 | - |
| = 109 | Bélize | 26 | - |
| = 109 | Bhoutan | 26 | - |
| = 109 | Brunei | 26 | - |
| = 109 | Cambodge | 26 | - |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

5. ENVIRONNEMENT DES RISQUES

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|---------------------------|-----------|-----|
| = 75 | Îles Salomon | 49 | + 7 |
| = 75 | Thaïlande | 49 | + 1 |
| 79 | Éthiopie | 48 | + 1 |
| = 80 | Bénin | 47 | - |
| = 80 | Côte d'Ivoire | 47 | + 4 |
| = 80 | Fidji (Iles) | 47 | + 2 |
| = 80 | Serbie | 47 | - |
| = 84 | Bolivie | 46 | -1 |
| = 84 | Colombie | 46 | + 1 |
| = 84 | Jordanie | 46 | + 8 |
| = 84 | Laos | 46 | - |
| = 88 | Bahreïn | 45 | -1 |
| = 88 | Liberia | 45 | + 1 |
| = 88 | Sao Tomé et Príncipe | 45 | + 1 |
| = 91 | Angola | 44 | - |
| = 91 | Congo (Brazzaville) | 44 | -3 |
| = 91 | Gambie | 44 | -1 |
| = 91 | Guatemala | 44 | - |
| = 91 | Niger | 44 | + 6 |
| 96 | Équateur | 43 | + 1 |
| = 97 | Mali | 42 | -3 |
| = 97 | Zimbabwe | 42 | + 2 |
| = 99 | Burkina Faso | 41 | -9 |
| = 99 | Népal | 41 | - |
| = 99 | Papouasie Nouvelle-Guinée | 41 | + 1 |
| = 99 | Tunisie | 41 | + 3 |
| = 103 | Cameroun | 40 | -5 |
| = 103 | Ukraine | 40 | -1 |
| = 103 | Venezuela | 40 | + 2 |
| 106 | Turquie | 39 | -1 |
| = 107 | Arabie Saoudite | 38 | + 3 |
| = 107 | Tanzanie | 38 | - |
| = 107 | Turkménistan | 38 | - |
| = 110 | Burundi | 37 | -4 |
| = 110 | Érythrée | 37 | - |
| = 110 | Géorgie | 37 | -13 |
| = 110 | Honduras | 37 | - |
| = 110 | Nicaragua | 37 | + 1 |

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.


PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)
SCORE TOTAL

| Classement/151 | Score/100 | Δ |
|---------------------------------|-----------|------|
| = 114 Brunei | 35 | - |
| = 114 Comores | 35 | - |
| = 114 Guyane | 35 | - |
| = 117 Irak | 34 | + 11 |
| = 117 Laos | 34 | + 2 |
| = 119 Bélice | 33 | - |
| = 119 Malawi | 33 | - |
| = 119 Samoa | 33 | - |
| = 119 Îles Salomon | 33 | + 2 |
| = 119 Vanuatu | 33 | + 3 |
| = 119 Venezuela | 33 | + 1 |
| = 125 Bhoutan | 32 | - |
| = 125 Égypte | 32 | + 2 |
| = 127 Guinée Bissau | 29 | - |
| = 127 Zambie | 29 | - |
| = 129 Burundi | 28 | -1 |
| = 129 Sierra Leone | 28 | + 1 |
| = 131 Angola | 27 | - |
| = 131 Éthiopie | 27 | - |
| = 131 Népal | 27 | - |
| = 131 Papouasie Nouvelle-Guinée | 27 | + 2 |
| = 135 Bénin | 26 | - |
| = 135 Haïti | 26 | + 1 |
| = 137 Liberia | 25 | - |
| = 137 Timor Leste | 25 | + 3 |
| = 137 Yémen | 25 | + 1 |
| = 140 Gambie | 24 | -1 |
| = 140 Guinée | 24 | - |
| = 142 Myanmar | 23 | + 2 |
| = 142 Soudan | 23 | - |
| = 144 Congo (Brazzaville) | 22 | + 2 |
| = 144 Guinée équatoriale | 22 | - |
| = 144 Zimbabwe | 22 | + 1 |
| = 147 Sao Tomé et Príncipe | 21 | - |
| = 147 Syrie | 21 | -3 |
| 149 Tchad | 20 | - |
| 150 Érythrée | 19 | - |
| 151 Somalie | 7 | - |

3. NORMES MONDIALES

| Classement/151 | Score/100 | Δ |
|---------------------------------|-----------|-----|
| = 107 Namibie | 33 | - |
| = 107 Soudan | 33 | - |
| = 107 Tanzanie | 33 | - |
| = 107 Trinité et Tobago | 33 | + 8 |
| = 107 Ouganda | 33 | - |
| = 119 Égypte | 27 | + 7 |
| = 119 Liberia | 27 | - |
| = 119 Île Maurice | 27 | - |
| = 119 Taïwan | 27 | - |
| = 123 Guinée équatoriale | 25 | - |
| = 123 Îles Salomon | 25 | - |
| = 123 Tonga | 25 | - |
| = 126 Bénin | 20 | - |
| = 126 Haïti | 20 | - |
| = 126 Sierra Leone | 20 | - |
| = 126 Syrie | 20 | - |
| = 130 Angola | 15 | - |
| = 130 Bélice | 15 | - |
| = 130 Népal | 15 | - |
| = 130 Papouasie Nouvelle-Guinée | 15 | + 8 |
| = 130 Zambie | 15 | - |
| = 135 Sao Tomé et Príncipe | 13 | - |
| = 135 Timor Leste | 13 | - |
| = 137 Brunei | 7 | - |
| = 137 Tchad | 7 | - |
| = 137 Congo (Brazzaville) | 7 | - |
| = 137 Érythrée | 7 | - |
| = 137 Éthiopie | 7 | - |
| = 137 Myanmar | 7 | - |
| = 137 Samoa | 7 | - |
| = 137 Vanuatu | 7 | - |
| = 137 Venezuela | 7 | - |
| = 137 Zimbabwe | 7 | - |
| = 147 La Barbade | 0 | - |
| = 147 Bhoutan | 0 | - |
| = 147 Gambie | 0 | - |
| = 147 Somalie | 0 | - |
| = 147 Suriname | 0 | - |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.

PAYS NE DISPOSANT PAS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES UTILISABLES POUR LA FABRICATION D'ARMES (suite)



4. ENGAGEMENTS ET CAPACITÉS AU NIVEAU NATIONAL

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|---------------------------|-----------|-----|
| = 109 | Éthiopie | 26 | - |
| = 109 | Laos | 26 | - |
| = 109 | Myanmar | 26 | - |
| = 109 | Népal | 26 | - |
| = 109 | Oman | 26 | - |
| = 109 | Papouasie Nouvelle-Guinée | 26 | - |
| = 109 | Samoa | 26 | - |
| = 109 | Sierra Leone | 26 | - |
| = 109 | Îles Salomon | 26 | - |
| = 109 | Syrie | 26 | - |
| = 124 | Angola | 24 | - |
| = 124 | Bahamas | 24 | - |
| = 124 | République Centrafricaine | 24 | - |
| = 124 | Comores | 24 | - |
| = 124 | Haïti | 24 | - |
| = 129 | Lesotho | 22 | - |
| = 129 | Malawi | 22 | - |
| = 129 | Mauritanie | 22 | + 5 |
| = 129 | Swaziland | 22 | - |
| = 133 | Guyane | 20 | - |
| = 133 | Arabie Saoudite | 20 | - |
| = 133 | Soudan | 20 | - |
| = 133 | Yémen | 20 | - |
| = 133 | Zambie | 20 | - |
| = 138 | Burundi | 17 | - |
| = 138 | Tchad | 17 | - |
| = 138 | Congo (Brazzaville) | 17 | + 8 |
| = 138 | Zimbabwe | 17 | - |
| = 142 | Bénin | 15 | - |
| = 142 | Djibouti | 15 | - |
| = 142 | Érythrée | 15 | - |
| = 142 | Timor Leste | 15 | - |
| = 146 | Guinée équatoriale | 9 | - |
| = 146 | Guinée | 9 | - |
| = 146 | Guinée Bissau | 9 | - |
| = 146 | Liberia | 9 | - |
| = 146 | Sao Tomé et Príncipe | 9 | - |
| = 146 | Somalie | 9 | - |

Les scores et les classements globaux et par catégorie sont indiqués pour 2014. Tous les pays sont notés par un score de 0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires.

5. ENVIRONNEMENT DES RISQUES

| Classement/151 | | Score/100 | Δ |
|----------------|------------------------------------|-----------|-----|
| = 110 | Sierra Leone | 37 | + 1 |
| = 116 | Guinée équatoriale | 36 | - |
| = 116 | Mauritanie | 36 | - |
| = 116 | Maroc | 36 | - |
| = 116 | Ouganda | 36 | + 1 |
| = 120 | Algérie | 35 | - |
| = 120 | Tchad | 35 | - |
| = 120 | Haïti | 35 | + 4 |
| = 123 | Arménie | 34 | -12 |
| = 123 | Myanmar | 34 | + 4 |
| = 125 | Cambodge | 33 | + 1 |
| = 125 | République Centrafricaine | 33 | -3 |
| = 125 | Comores | 33 | - |
| = 125 | Indonésie | 33 | - |
| = 129 | Égypte | 32 | -4 |
| = 129 | Liban | 32 | -1 |
| = 129 | Togo | 32 | -5 |
| 132 | Guinée Bissau | 31 | - |
| 133 | Guinée | 30 | - |
| = 134 | Bosnie-Herzégovine | 29 | -16 |
| = 134 | Congo (République démocratique du) | 29 | -3 |
| = 134 | Philippines | 29 | - |
| 137 | Albanie | 27 | -13 |
| = 138 | Bangladesh | 26 | -2 |
| = 138 | Kenya | 26 | -13 |
| = 138 | République Kirghize | 26 | -12 |
| 141 | Moldavie | 25 | -14 |
| 142 | Azerbaïdjan | 23 | - |
| = 143 | Irak | 22 | + 5 |
| = 143 | Tadjikistan | 22 | -1 |
| 145 | Libye | 21 | + 8 |
| 146 | Nigeria | 19 | -13 |
| 147 | Soudan | 18 | - |
| = 148 | Syrie | 16 | -9 |
| = 148 | Yémen | 16 | + 3 |
| 150 | Somalie | 13 | - |
| 151 | Afghanistan | 2 | - |

= signifie une égalité de classement avec un autre pays.

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014.

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014.



À PROPOS DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE SPÉCIALISTES

En élaborant l'Indice NTI de la sécurité des matières nucléaires, l'Economist Intelligence Unit (EIU) et l'Initiative contre la menace nucléaire (Nuclear Threat Initiative, NTI) ont rassemblé des spécialistes de la sécurité des matières nucléaires hautement respectés et originaires du monde entier. Ce groupe comprenait des spécialistes venant de pays détenteurs et non détenteurs d'armes nucléaires, et de pays développés et en développement, et ils possédaient une large gamme de qualifications. Cette commission s'est modifiée et s'est légèrement élargie depuis l'Indice NTI de 2012, et comprenait des spécialistes des pays suivants : Argentine, Australie, Chine, France, Inde, Japon, Kazakhstan, Pakistan, Russie, Afrique du Sud, Suède, Royaume-Uni, États-Unis et Viêt Nam, l'un d'eux étant représentant de l'Institut mondial de la sécurité nucléaire (World Institute for Nuclear Security, WINS) et un autre étant un ancien haut fonctionnaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

La commission a conseillé NTI et l'EIU au sujet de la sélection d'indicateurs et de leur importance relative. Les membres de la commission ont joué un rôle déterminant lors de l'examen des options (indicateurs nouveaux ou modifiés, par exemple) destinées à renforcer l'Indice NTI, et nombre d'entre elles furent ultérieurement incorporées dans la présente édition. L'apport de la commission aide à assurer que l'Indice NTI émet une opinion internationale et reflète la discussion internationale en cours au sujet des priorités de la sécurité nucléaire.

Les membres de la commission ne représentent pas les intérêts de leur pays et n'évaluent pas les pays individuels. Au contraire, ils jouent un rôle de conseiller à titre personnel et non à titre professionnel. La participation à la commission n'implique aucunement le soutien de tous les aspects de l'Indice NTI, de ses résultats et de ses recommandations. Au contraire, les réunions de la commission ont mis en évidence une grande variété d'opinions et le besoin d'un dialogue permanent au sujet des priorités.

Dauren Aben

Chercheur principal, Kazakhstan Institute for Strategic Studies, sous le Président de la république du Kazakhstan

Matthew Bunn

Professeur de Pratique, Belfer Center for Science and International Affairs, John F. Kennedy School of Government, Harvard University

John Carlson

Conseiller, NTI ; ancien Directeur général de l'agence australienne pour les mesures de protection et la non prolifération (Australian Safeguards and Non-Proliferation Office)

Philippe Denier

Conseiller, Affaires nucléaires, Délégation française aux Affaires stratégiques

Anatoly S. Diakov

Professeur de Physique, Moscow Institute of Physics and Technology

Roger Howsley

Directeur général, World Institute for Nuclear Security

Feroz Khan

Conférencier, École navale supérieure des États-Unis (U.S. Naval Postgraduate School) ; Brigadier général retraité de l'Armée Pakistanaise

Frans Mashilo

Directeur principal, Services de sécurité, Société Sud-Africaine de l'Énergie Nucléaire (South African Nuclear Energy Corporation)

Anita Nilsson

Directrice générale, AN & Associates ; Conseillère, Federation of American Scientists ; Membre principal de CITS, University of Georgia ; ancienne Directrice du Bureau de la sécurité nucléaire de l'AIEA ; ancienne Directrice adjointe, Corps des inspecteurs des centrales nucléaires suédoises (Swedish Nuclear Power Inspectorate)

Raúl Racana

Professeur, Fondation pour la non prolifération et la sécurité mondiale (Nonproliferation for Global Security Foundation) ; ancien Président du Conseil d'administration, Autorité réglementaire du nucléaire en Argentine

Scott D. Sagan

The Caroline S. G. Munro Professeur de Sciences politiques et membre principal, Center for International Security and Cooperation, Stanford University

Sheel Kant Sharma

Distinguished Fellow, Centre for Air Power Studies, ancien ambassadeur de l'Inde en Autriche, Représentant permanent de l'Inde aux Nations Unies et à l'AIEA

Tatsu Suzuki

Vice président de la Commission à l'énergie atomique du Japon ; ancien membre de l'Association Française pour le Mouvement Pugwash (Conferences on Science and World Affairs)

Tuan Ta Minh

Professeur associé de Science politique, Académie diplomatique du Viêt Nam

Hui Zhang

Associé de recherche principal (Senior Research Associate), Belfer Center for Science and International Affairs, John F. Kennedy School of Government, Harvard University



À PROPOS DE NTI ET DE L'EIU

L'INITIATIVE CONTRE LA MENACE NUCLÉAIRE www.nti.org

L'Initiative contre la menace nucléaire (NTI) est une organisation à but non lucratif, non partisane, ayant pour mission de renforcer la sécurité mondiale par la réduction du risque d'utilisation et la prévention de la prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques. Fondée en 2001 par Sam Nunn, ancien sénateur des États-Unis, et par Ted Turner, fondateur de CNN, NTI est dirigée par un conseil d'administration international.

NTI s'efforce de combler le gouffre entre les menaces au niveau mondial représentées par les armes nucléaires, biologiques et chimiques, et la réponse mondiale à ces menaces. En reconnaissant que les gouvernements disposent de la plupart des ressources et des pouvoirs pour mener à grande échelle la tâche de réduire la menace, NTI recommande l'utilisation de la persuasion – notre réussite dépend non seulement de ce que nous faisons, mais encore de ce que nous pouvons persuader les autres de faire.

C'est pourquoi, depuis sa fondation en 2001, NTI a entrepris de mener l'action pour la réduction de la menace et non pas seulement de montrer la voie. Par la conception et la mise en œuvre de ses propres projets de réduction directe de la menace, NTI démontre comment les gouvernements peuvent réduire les menaces plus rapidement, plus intelligemment et sur une grande échelle.

Les activités de l'organisation sont dirigées par le Co-Président et Directeur général Sam Nunn et par le Président Joan Rohlfing, et renseignées par des personnalités à la pointe des sciences, des affaires et de la sécurité internationale, qui jouent le rôle de conseillers et de membres du conseil d'administration de NTI.

ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT www.eiu.com

L'Economist Intelligence Unit (EIU) est la branche de l'information commerciale de The Economist Group, éditeur du magazine *The Economist*. Par l'intermédiaire de son réseau mondial constitué de centaines d'analystes et de contributeurs, l'EIU évalue et établit continuellement des prévisions politiques, économiques et concernant les conditions commerciales dans plus de 200 pays. En qualité de prestataire de services de renseignement sur les pays au niveau mondial, l'EIU aide les dirigeants, les gouvernements et les institutions en leur offrant en temps opportun des analyses impartiales et fiables.



| | Score/100 | Δ Score | Classement/25 |
|---|-----------|------------|---------------|
| SCORE TOTAL | 81 | + 2 | = 7 |
| Quantités et Sites | 34 | - | = 18 |
| Mesures de sécurité et de contrôle | 90 | - | = 4 |
| Normes mondiales | 100 | + 17 | = 1 |
| Engagements et capacités au niveau national | 96 | - | = 11 |
| Environnement des risques | 75 | -1 | = 8 |

= signifie une égalité de classement avec un autre pays

Δ signifie une variation de score entre 2012 et 2014

- signifie une absence de variation de score entre 2012 et 2014

Les scores sont normalisés (0 à 100, où 100 représente les conditions de sécurité les plus favorables pour les matières nucléaires)

SUPÉRIEUR À LA MOYENNE (scores des indicateurs supérieurs à 66)

Quantités et Sites

Tendances concernant la production et l'élimination des matières

Mesures de sécurité et de contrôle

Protection physique sur les sites
Procédures de contrôle et de comptabilisation
Prévention des menaces d'origine interne
Sécurité physique pendant le transport
Capacité de réponse

Normes mondiales

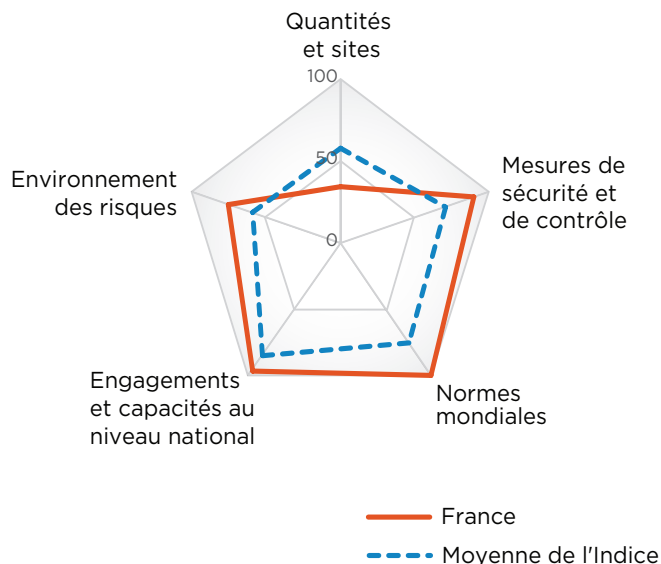
Engagements juridiques internationaux
Engagements volontaires
Assurances au niveau international

Engagements et capacités au niveau national

Mise en œuvre de la résolution UNSCR 1540
Législation nationale relative à la sécurité des matières nucléaires
Adhésion et conformité aux mesures de protection
Agence réglementaire indépendante

Environnement des risques

Stabilité politique
Gouvernance effective
Importance de la corruption



MOYEN (scores des indicateurs entre 34 et 66)

Environnement des risques

Groupes intéressés par l'acquisition illicite de matières

INFÉRIEUR À LA MOYENNE (scores des indicateurs inférieurs à 34)

Quantités et Sites

Quantités de matières nucléaires
Sites et transport